
Rapport Final

Consultations avec les personnes déplacées internes et les communautés hôtes au nom du Panel de Haut Niveau sur le Déplacement Interne



SEPTEMBRE 2020

Burkina Faso

Réalisées par:

UNHCR, INTERSOS, MBDHP, ICAHD, ACT Alliance, Christian Aid, ATAD, DIGNUS, SERACOM, UNMGCY, OCHA

**CONSULTATIONS AVEC LES PERSONNES DEPLACEES INTERNES ET LES COMMUNAUTES HOTES
AU NOM DU PANEL DE HAUT NIVEAU DU SECRETARIAT GENERAL DES NATIONS UNIES SUR LE DEPLACEMENT INTERNE**

TABLE DES MATIERES

1. Sommaire Exécutif

2. Introduction

3. Contexte

4. Méthodologie

- 3.1 Régions et localités ciblées
- 3.2 Populations Ciblées
- 3.3 Modalité de Consultation

5. Résultats

- 5.1 Prévention/Sécurité
 - 4.1.1. *Sahel* : Milieu Urbain (Dori, Djibo) et Milieu Rural (Arbinda)
 - 4.1.2. *Centre-Nord* : Milieu Urbain (Kaya, Kongoussi) et Milieu Rural (Tougouri, Barsalogho, Bourzanga)
 - 4.1.3. *Nord* : Milieu Urbain (Ouahigouya) et Milieu Rural (Youba)
 - 4.1.4. *Est* : Milieu Urbain (Fada N’Gourma) et Milieu Rural (Diapangou)
- 5.2 Participation et responsabilité
 - 4.2.1. *Sahel* : Milieu Urbain (Dori, Djibo) et Milieu Rural (Arbinda)
 - 4.2.2. *Centre-Nord* : Milieu Urbain (Kaya, Kongoussi) et Milieu Rural (Tougouri, Barsalogho, Bourzanga)
 - 4.2.3. *Nord* : Milieu Urbain (Ouahigouya) et Milieu Rural (Youba)
 - 4.2.4. *Est* : Milieu Urbain (Fada N’Gourma) et Milieu Rural (Diapangou)
- 5.3 Protection
 - 4.3.1. *Sahel* : Milieu Urbain (Dori, Djibo) et Milieu Rural (Arbinda)
 - 4.3.2. *Centre-Nord* : Milieu Urbain (Kaya, Kongoussi) et Milieu Rural (Tougouri, Barsalogho, Bourzanga)
 - 4.3.3. *Nord* : Milieu Urbain (Ouahigouya) et Milieu Rural (Youba)
 - 4.3.4. *Est* : Milieu Urbain (Fada N’Gourma) et Milieu Rural (Diapangou)
- 5.4 Besoins et Capacités Spécifiques
 - 4.4.1. *Sahel* : Milieu Urbain (Dori, Djibo) et Milieu Rural (Arbinda)
 - 4.4.2. *Centre-Nord* : Milieu Urbain (Kaya, Kongoussi) et Milieu Rural (Tougouri, Barsalogho, Bourzanga)
 - 4.4.3. *Nord* : Milieu Urbain (Ouahigouya) et Milieu Rural (Youba)
 - 4.4.4. *Est* : Milieu Urbain (Fada N’Gourma) et Milieu Rural (Diapangou)
- 5.5 Solutions Durables
 - 4.5.1. *Sahel* : Milieu Urbain (Dori, Djibo) et Milieu Rural (Arbinda)
 - 4.5.2. *Centre-Nord* : Milieu Urbain (Kaya, Kongoussi) et Milieu Rural (Tougouri, Barsalogho, Bourzanga)
 - 4.5.3. *Nord* : Milieu Urbain (Ouahigouya) et Milieu Rural (Youba)
 - 4.5.4. *Est* : Milieu Urbain (Fada N’Gourma) et Milieu Rural (Diapangou)
- 5.6 Coordination
 - 4.6.1. *Sahel* : Milieu Urbain (Dori, Djibo) et Milieu Rural (Arbinda)
 - 4.6.2. *Centre-Nord* : Milieu Urbain (Kaya, Kongoussi) et Milieu Rural (Tougouri, Barsalogho, Bourzanga)
 - 4.6.3. *Nord* : Milieu Urbain (Ouahigouya) et Milieu Rural (Youba)
 - 4.6.4. *Est* : Milieu Urbain (Fada N’Gourma) et Milieu Rural (Diapangou)
- 5.7 Lien humanitaire – Développement – Consolidation de la Paix
 - 4.7.1. *Sahel* : Milieu Urbain (Dori, Djibo) et Milieu Rural (Arbinda)
 - 4.7.2. *Centre-Nord* : Milieu Urbain (Kaya, Kongoussi) et Milieu Rural (Tougouri, Barsalogho, Bourzanga)
 - 4.7.3. *Nord* : Milieu Urbain (Ouahigouya) et Milieu Rural (Youba)
 - 4.7.4. *Est* : Milieu Urbain (Fada N’Gourma) et Milieu Rural (Diapangou)
- 5.8 COVID-19
 - 4.8.1. *Sahel* : Milieu Urbain (Dori, Djibo) et Milieu Rural (Arbinda)
 - 4.8.2. *Centre-Nord* : Milieu Urbain (Kaya, Kongoussi) et Milieu Rural (Tougouri, Barsalogho, Bourzanga)
 - 4.8.3. *Nord* : Milieu Urbain (Ouahigouya) et Milieu Rural (Youba)
 - 4.8.4. *Est* : Milieu Urbain (Fada N’Gourma) et Milieu Rural (Diapangou)
- 5.9 Autres sujets

6. Conclusions

7. Annexes

1. SOMMAIRE EXECUTIF

Le Panel de Haut Niveau sur le Déplacement Interne, établi par le Secrétaire General des Nations Unies en octobre 2019 afin d'attirer l'attention de la communauté internationale sur cette problématique et de mobiliser de nouveaux efforts pour y trouver des solutions, a sélectionné vingt pays, dont le Burkina Faso, afin de tenir des consultations avec les personnes déplacées internes (PDI) et les communautés qui les accueillent pour mieux comprendre leur situation.

Le Burkina Faso fait face à une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent dont la croissance est la plus rapide au monde. Les violences ont déjà poussé plus d'un million de personnes à fuir leur foyer. Les deux régions du Centre-Nord et du Sahel accueillent à elles seules les trois quarts de la population déplacée interne. Cette dernière a désespérément besoin d'abris, de nourriture, d'eau, de protection, de soins de santé et d'accès à l'éducation. De plus, la crise sanitaire de la COVID-19 vient encore exacerber ces besoins.

C'est dans ce contexte et avec les restrictions de voyage dues à la pandémie de la COVID-19 que le Panel s'est associé avec un certain nombre d'organisations pour entreprendre le processus de consultation avec les PDI et les communautés d'accueil. UNHCR et ACT Alliance ont coordonné, avec neuf autres acteurs humanitaires, un total de 141 focus groupes dans 12 localités des régions de Centre Nord, Est, Nord et du Sahel. Plus de 100 personnes parmi les hommes, femmes, enfants et personnes âgées des communautés déplacées et des communautés hôtes ont été consultées sur huit thématiques - la prévention et la sécurité ; la participation et la responsabilité ; la protection ; les besoins et les capacités spécifiques ; les solutions durables ; la coordination ; le Nexus Humanitaire – Développement – Paix ; la COVID-19.

Un résumé des principales conclusions tirées de ces consultations sont présentées ci-dessous :

Prevention et sécurité :

- Selon la majorité des personnes consultées, le Gouvernement du Burkina Faso aurait pu prévenir le déplacement massif des populations en mettant en place des mesures préventives de sécurité et en instaurant des mécanismes de dialogue intercommunautaire.
- Les hommes, les garçons, les leaders communautaires, religieux, politiques, chefs coutumiers et les agents publics se sentent le moins en sécurité, surtout dans les régions de l'Est et du Sahel.
- La majorité des femmes vivent dans la peur constante d'être victimes de violences sexuelles basées sur le genre et les jeunes filles ont peur des mariages précoces.
- La question de la stigmatisation des communautés Peuhls et des conflits intercommunautaires a été mentionnée principalement dans les régions de l'Est, du Centre Nord et du Sahel.

Participation et responsabilité

- Selon les personnes consultées, il y a une faible participation des femmes, des personnes âgées et des personnes vivant avec handicap et un faible exercice de leur droit de participer à la prise de décision. La participation des enfants est quasi-nulle dans les instances de consultation et de prise de décision. Les mécanismes de participation pour les enfants n'existent pas.
- Les personnes consultées ont noté que la participation dans les instances de consultation et de prise de décision est discriminatoire selon l'âge, le sexe et/ou le statut. Selon elles, les communautés hôtes ont plus de chance de participer dans ces forums que les PDI. Il en va de même pour les hommes par rapport aux femmes et pour les adultes par rapport aux enfants et aux jeunes.
- La majorité des personnes consultées ont regretté la faible mise en œuvre des mécanismes de redevabilité avec les autorités ou les ONG (participation, inclusion, gestion de plaintes et suivi).

Protection

- L'enregistrement continu des personnes déplacées a été reconnu comme étant primordial pour l'obtention de l'assistance et de documents (carte nationale d'identité biométrique (CNIB), acte de naissance) et la recherche de solutions durables.
- Les personnes déplacées et les populations hôtes ont regretté le fait qu'il n'y ait pas suffisamment d'informations sur leurs droits et sur la protection et l'assistance des PDI.
- Les personnes consultées ont déclaré que l'absence de sécurité (y compris la présence des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et de l'armée) leur donne le sentiment de n'être pas protégées.
- Selon les personnes consultées, leur liberté de circulation est limitée en raison de la détérioration du contexte sécuritaire.

Besoins et capacités spécifiques

- Le processus de consultation a révélé le fort taux de déscolarisation des enfants PDI.
- Par ailleurs, les besoins des personnes vivant avec un handicap ont été mentionnés uniquement dans les localités où des organisations les représentent. Dans les autres localités, ils n'ont pas de visibilité.

Solutions durables

- Un taux élevé d'intentions de retour parmi les PDI a été enregistré à condition que la situation sécuritaire le permette et, dans une moindre mesure, qu'il y ait un accompagnement.

Coordination

- D'une manière générale, la réponse humanitaire actuelle est considérée par les personnes consultées comme étant insuffisante en termes de vivres, d'abris, d'articles ménagers essentiels, d'interventions en espèces et d'activités génératrices de revenus (AGR).
- De plus, des besoins en eaux, hygiène et assainissement et des tensions liées aux questions foncières ont été mentionnés.

Nexus Humanitaire – Développement – Paix

- L'absence d'activités de développement à long terme, telles que les AGR et les formations professionnelles, ont été mentionnées à plusieurs reprises.
- Par ailleurs, le manque d'activités de coexistence pacifique entre les PDI et les populations hôtes a aussi été noté. A l'Est principalement, les populations ont demandé des activités de consolidation de la paix et de la réconciliation.

COVID-19

- Les consultations ont illustré les bonnes connaissances de la COVID-19 et des mesures barrières au sein des populations. Cependant, les personnes consultées notent l'impossibilité de les appliquer à cause de leurs conditions de vie (promiscuité, manque d'eau ou de matériel de protection).

2. INTRODUCTION

Le Panel de Haut Niveau sur le Déplacement Interne, a été établi par le Secrétariat General des Nations Unies avec le but de se concentrer sur la problématique des déplacements internes et la recherche de solutions durables pour les personnes déplacées dans le contexte des conflits armés, de violence généralisée, de violations des droits humains, ainsi que des catastrophes et des effets néfastes du changement climatique. Le Panel soutient et développe des efforts relatifs aux déplacements internes, déployés par les États concernés au sein des communautés humanitaires, du développement et de la paix, à travers la préparation d'un rapport contenant des recommandations concrètes et pratiques à l'attention des États membres, du système des Nations Unies et des autres parties prenantes sur la manière de mieux répondre aux déplacements internes.

C'est dans ce contexte que le processus des Consultations avec les PDI et les communautés touchées se tient. Vingt Pays ont été choisis, dont le Burkina Faso. En raison des restrictions de voyage pour la pandémie de COVID-19, le Panel n'a pas été en mesure de mener des consultations par lui-même. Comme alternative, il a sollicité un certain nombre d'organisations pour les entreprendre en son nom. Au Burkina Faso, l'UNHCR et ACT Alliance (qui est un groupe d'ONG et association basé sur la foi) ont été sollicités pour réaliser les consultations avec les différents groupes touchés, PDI et communautés hôtes, en tenant compte notamment du sexe, de l'âge, de l'invalidité et de toute autre caractéristique de diversité qui pourrait être pertinente dans le contexte national. Parmi les thèmes examinés, le Panel se penche sur la manière de répondre plus efficacement aux déplacements internes, de faire en sorte que les ONG et les agences des Nations Unies passent d'une assistance vitale à un soutien au redressement et au développement à plus long terme, et de faire en sorte que les voix des personnes touchées soient entendues dans les processus de décision.

L'ensemble du processus du Panel se déroulera sur une période de 12 mois, et une fois que le rapport final du Panel sera publié, une mise à jour de ses recommandations et de toute décision prise par les acteurs mondiaux sera fournie.

3. CONTEXTE AU BURKINA FASO

Depuis 2015, le Burkina Faso traverse une crise sécuritaire sans précédent à la suite d'attaques de groupes armés non identifiés de plus en plus récurrentes et qui s'étendent sur plusieurs régions du pays notamment celles du Sahel, de la Boucle du Mouhoun, du Nord, du Centre-Nord, des Hauts-Bassins et de l'Est. Ces attaques ainsi que les opérations de lutte contre les groupes armés ont provoqué progressivement des déplacements internes massifs de population ainsi que l'inaccessibilité et/ou l'engorgement de certains services sociaux de base tels que les écoles et les centres de santé.

La crise au Burkina Faso est qualifiée de crise de protection au regard des (i) Causes du déplacement forcé de population, (ii) des caractéristiques évolutives de ce déplacement interne, mais également (iii) des problématiques de protection observées. A la date du 08 Septembre 2020, 1.034.609 Personnes PDI ont été enregistrées sur base individuelle par le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR). Pour mieux répondre aux défis sécuritaires, le Gouvernement a déclaré en janvier 2019 l'état d'urgence dans 14 provinces de 6 régions (Centre-Nord, l'Est, les Hauts-Bassins, le Nord, la Boucle du Mouhoun et le Sahel). L'Etat d'urgence est actuellement prorogé jusqu'en décembre 2020. Les déplacements internes multiples inter-régions ont davantage affecté la résilience communautaire et les déplacés se sont retrouvés de plus en plus dans des sites spontanés d'accueil temporaires, des bâtiments publics y compris des écoles et des centres de santé, ainsi que dans des familles d'accueil et aussi dans des Sites d'Accueil Temporaires (SAT) mis en place et gérés par le Gouvernement avec l'appui des acteurs humanitaires.

Ces régions affectées par la crise sont également le théâtre de conflits intercommunautaires depuis janvier 2019 dus à des suspicions grandissantes, qui ont accentué l'implantation et la légitimation des milices d'autodéfense. Le récent appel de l'Etat à la mobilisation des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) contre les jihadistes, a pu amplifier ce phénomène. A long terme, régler la question foncière qui sous-tend souvent les conflits en zone rurale

est crucial. La montée du banditisme, les conflits fonciers et l'apparition de groupes armés endogènes comme les Koglweogo (« gardiens de la brousse » en langue mooré, la langue des Mossi), sont les symptômes d'un monde rural en panne de régulation.

Ce contexte a facilité l'implantation rapide de groupes jihadistes en zone rurale, faisant du Burkina Faso le pays sahélien le plus ciblé par leurs attaques en 2019. Ces groupes forment, autour d'un noyau resserré d'idéologues, un assemblage composite d'insurgés aux motivations locales diverses : agriculteurs ou éleveurs victimes d'injustices foncières ou de racket, bandits rompus au maniement des armes, orpailleurs en quête de protection, populations stigmatisées.¹ Les Koglweogo et d'autres groupes d'autodéfense remplacent souvent l'Etat dans sa mission de maintien de l'ordre en zone rurale, ce qui perturbe les équilibres locaux et génère de nouvelles tensions, y compris la formation des autres groupes. On estime aujourd'hui à 4400 le nombre d'association Koglweogo disséminées à travers le pays. Ces groupes citoyens d'autodéfense sont présents dans la majeure partie des régions (Centre-Nord, Plateau central, Centre-Est, région de l'Est, Centre-Ouest et Centre-Sud). Dans ces régions, on assiste régulièrement à des oppositions violentes entre les pro et anti-Koglweogo.

Au surplus, ces régions font face à de grands défis tels que, l'inaccessibilité ou la faible accessibilité à l'éducation, à la santé et aux moyens de subsistance. Ces régions sont également impactées par le changement climatique. Dans un contexte d'insécurité grandissante et de vulnérabilité extrême, les tensions intercommunautaires et les violations des droits humains telles que les atteintes à l'intégrité physique, les violences basées sur le genre, les privations de libertés, les abus de tout genre, la déscolarisation, ainsi que les atteintes aux biens, l'inaccessibilité aux services sociaux de bases, les conflits autour du partage des ressources disponibles avec les communautés hôtes sont des défis majeurs pour lesquels une réponse urgente et coordonnée de tous les acteurs humanitaires a été mise en place.

En réponse au déplacement interne, le Burkina Faso a signé et ratifié la Convention de l'Union Africaine sur la Protection et l'Assistance aux Personnes Déplacées en Afrique (Convention de Kampala), mais ne l'a pas encore transposé dans sa législation nationale. Nonobstant des capacités de coordination et des ressources humaines, techniques et financières très limitées, le Gouvernement du Burkina Faso a démontré son leadership dans l'enregistrement des PDI, dans la mise en place et la gestion des SAT et dans l'assistance d'urgence en vivres et autres articles ménagers essentiels à travers les actions du CONASUR, structure rattachée au Ministère de la Femme, de la Famille, de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire. Deux missions des Directeurs d'Urgences (EDG) au niveau mondial des agences des Nations Unies ont été reçues au Burkina Faso entre octobre 2019 et janvier 2020. La 1ère mission des EDG a fortement recommandé l'activation du système Cluster. Ainsi, en appui au Gouvernement du Burkina Faso, dès décembre 2019, sept (07) Clusters ont été activés (Protection, Santé, WASH, Logements/AME, Sécurité Alimentaire, Education, Nutrition) et trois (03) groupes de travail (Gestion de l'information, Santé Mental et Soutien Psychosocial, Engagement Communautaire et Redevabilité) tous sous l'égide de la Coordinatrice Résidente des Nations Unies, l'Equipe Humanitaire Pays, et avec comme Secrétariat l'Organisation Onusienne pour la Coordination de l'Action Humanitaire (OCHA) . Actuellement et selon le Plan de Réponse Humanitaire revu en août 2020, il y a 2,9 millions de personnes qui ont urgemment besoin d'une assistance humanitaire (une augmentation de 32% par rapport à janvier 2020), dont 1,01 million sont des PDI et 19,893 des réfugiés.

4. METHODOLOGIE

Sollicités pour la réalisation des Consultations avec les PDI et les communautés hôtes touchées, l'UNHCR et ACT Alliance ont engagé leurs partenaires sur le terrain, notamment ICAHD International, INTERSOS, Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP), Christian AID, ATAD- (Alliance Technique D'Assistance Au Développement), Dignus et SERACOM - Service rural d'Approvisionnement et de Commercialisation, ainsi que la Coordinatrice Résidente des Nations Unies et OCHA. UNMGCY (United Nations Major Groups on Children and Youth) a aussi pris part. Le Gouvernement a été informé via la Ministre de la Femme, de la Famille, de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire et le CONASUR à travers ses bureaux déconcentrés a participé au processus dans la région du Centre-Nord.

La modalité utilisée pour les consultations a été l'organisation des focus groupes (maximum 10 personnes par groupe) dans le strict respect des mesures barrières contre la COVID-19. Par ailleurs, les échanges ont été réalisés en garantissant la protection des données notamment par le respect du principe de la confidentialité. La participation a été entièrement volontaire. Pour adapter les questions à l'âge des participants, un formulaire pour les enfants a été développé, en plus du formulaire standard dont les questions ont été proposées par le Panel, avec quelques ajouts des organisations engagées dans le processus. Cela pour mieux comprendre la situation des populations touchées.

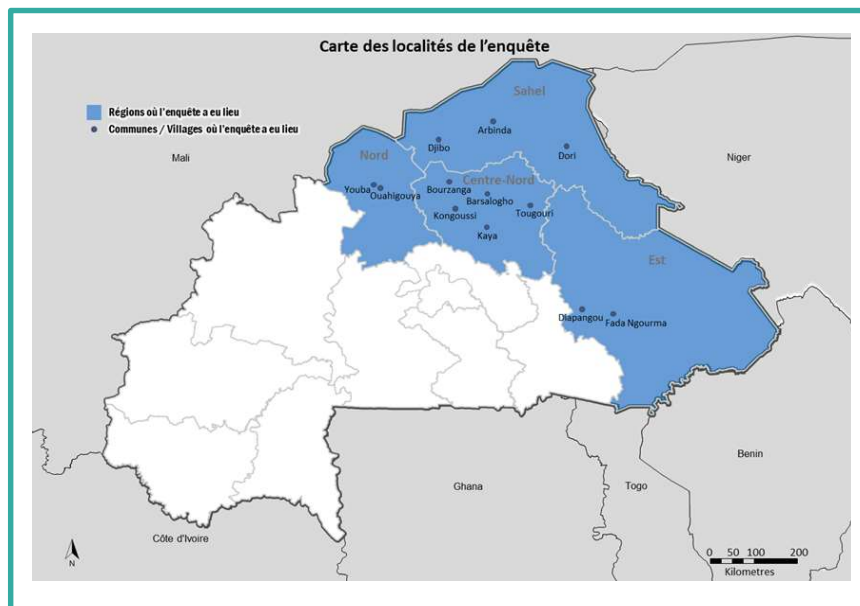
Les groupes de populations ciblés par localité ont été : femmes PDI, femmes hôtes, hommes PDI, hommes hôtes, enfants PDI et hôtes 7-14 ans, femmes âgées PDI (+60 ans), femmes âgées hôtes (+60 ans), hommes âgés PDI (+60 ans), hommes âgés hôtes (+60 ans), jeunes filles PDI et hôtes (15-24 ans), jeune garçons PDI et hôtes (15-24 ans), structures communautaires.

L'organisation des focus groupes des enfants dans certains localités ciblées n'a pas été possible par manque d'expertise locale des organisations sur place. Par ailleurs l'absence de structures communautaires dans certaines localités n'a pas permis d'organiser des focus groupes pour cette cible.

Tous les acteurs engagés dans le processus ont convenu cibler les quatre (4) régions ayant le plus grand nombre de PDI, notamment le Sahel, le Centre-Nord, le Nord et l'Est. Pour chaque région le milieu urbain et le milieu rural ont été pris en compte, selon ce qui suit :

¹ ICG, « Burkina Faso : la Spirale de la Violence », 24 Février 2020

- Sahel : milieu urbain (Dori, Djibo) et milieu rural (Arbinda),
- Centre-Nord : milieu urbain (Kaya, Kongoussi) et milieu rural (Barsalogho, Bourzanga, Tougouri),
- Nord : milieu urbain (Ouahigouya) et milieu rural (Youba),
- Est : milieu urbain (Fada N’Gourma) et milieu rural (Diapangou)



Par rapport à la répartition des acteurs dans les quatre régions ciblées trois (3) organisations ont réalisé les consultations au Sahel (UNHCR, MBDHP, SERACOM et Christian Aid), six (6) au Centre-Nord (ATAD, ICAHD, UNMGCY, Dignus, UNHCR, Christian Aid), deux (2) au Nord (UNHCR et INTERSOS), et un (1) à l’Est (INTEROS). **En résumé**, douze (12) localités (milieu urbain et rural) ont été ciblées, 141 focus groupes (Djibo 11, Dori 11, Arbinda 12, Kaya 13, Bourzanga 10, Kongoussi 12, Barsalogho 12, Tougouri, 12, Ouahigouya 12, Youba 13, Fada 11, Diapangou 12) ont été réalisés, dont plus de 1400 personnes consultées et 9 acteurs humanitaires engagés sur le terrain. La collecte des informations qualitatives a eu lieu à travers le renseignement manuscrit des formulaires et la compilation digitale des fiches de synthèse par localité.

Le présent rapport et les résultats pertinents ont été partagés avec les structures de coordination du Burkina Faso ainsi qu’avec tous les Clusters et l’ICCG et seront utilisés à toutes fins utiles pour planifier et adapter la réponse au déplacement interne. **Il convient de souligner que ce Rapport est une compilation des toutes les réponses données et ne présente pas des recommandations, mais des conclusions communes tirées de tout ce que les populations consultées ont exprimé.** Ce Rapport donne la parole aux personnes touchées par le déplacement interne.

5. RESULTATS

5.1 PREVENTION/SECURITE

5.1.1. Sahel

La majorité des personnes consultées dans le Sahel, estime que la sécurité aurait dû être renforcée dans les villages d’origine pour éviter le départ des populations avec une protection particulière pour les personnes ressources (Comité Villageois de Développement de Djibo). Une grande partie a précisé que cela aurait dû être fait dès le début de la crise tandis que d’autres pensent qu’il fallait dès le départ éviter les clivages ethniques, les conflits religieux afin que tout le monde s’accepte quel que soit leur différence rejoignant ainsi une écrasante majorité qui estime que dans un deuxième temps l’on devrait œuvrer à la consolidation de la paix entre les communautés pour éviter les affrontements.

En marge, les hommes âgés PDI à Dori ont estimé que l’on aurait dû négocier avec les hommes armés pour leur permettre de rester dans leur localité tandis que les hommes hôtes âgés à Dori et les femmes PDI à Djibo ont estimé que l’Etat aurait dû permettre aux populations de posséder des armes afin de se défendre lors d’une attaque.

A *Arbinda*, dans le milieu rural, la majorité des PDI a affirmé la même chose, tandis que les communautés hôtes ont parlé de l’augmentation des VDP. Les femmes de la communauté hôtes estiment également qu’une collaboration entre les autorités et la communauté aurait pu permettre d’éviter le déplacement. A *Djibo*, la majorité a précisé qu’une collaboration devait s’établir entre la population et l’armée pour la dénonciation de proches désirant s’enrôler dans les groupes jihadistes.

La très grande majorité des groupes a désigné l'Etat comme celui qui auraient dû prendre des mesures avec l'aide des leaders communautaires et des chefs de villages car les populations sont sans défense. Beaucoup à Djibo et Dori ont estimé également qu'il est de la responsabilité des populations d'œuvrer à consolider la paix entre les communautés afin d'éviter des affrontements.

5.1.2. Centre- Nord

Dans la Région du Centre- Nord, notamment à *Kaya*, la majorité de PDI pensent que des mesures auraient pu être prises pour leur permettre de rester en sécurité dans leur lieu d'origine, par la présence de FDS qui auraient dû être dotées en armes. Si d'un côté, les femmes, tout âge compris, considèrent qu'une forte implication des communautés dans la résolution des conflits aurait pu être mis en place, de l'autre côté, les hommes, tout âge compris, l'installation des VDP et des groupes d'autodéfenses, l'intervention des autorités coutumières et religieuses dans la résolution des conflits et un système de contrôle des armes et d'alerte de sécurité sont des mesures qui auraient dû être prises. Les enfants PDI ont déclaré qu'ils ont quitté leur zone d'origine à cause de l'insécurité, des attaques et des tueries perpétrées par les terroristes (tueries dont ils ont été témoins). De la même manière, et en ce qui concerne les mesures qui auraient pu être prises pour éviter que les gens ne fuient leur lieu d'origine, la majorité des communautés hôtes pense que la présence des FDS dans les villages aurait dû être garantie pour anticiper les attaques terroristes, ainsi que la résolution des conflits intercommunautaires en cours (jeunes filles hôtes), une meilleure formation des FDS (hommes âgés hôtes) et recadrer les groupes d'autodéfense et les VDP (hommes âgés hôtes et jeunes garçons PDI et hôtes). **Tous pensent qu'il était de la responsabilité du Gouvernement d'entreprendre les mesures mentionnées.**

A *Kongoussi* en milieu urbain, tous estiment que les mesures relatives à la sécurité devaient être renforcées à travers la police, la gendarmerie ou l'implantation de camps militaires. Beaucoup estiment que cela aurait pu se faire avec l'organisation des comités de défense dans les villages. Ensuite, la question du dialogue ou collaboration entre les acteurs, la sensibilisation sur la cohésion sociale et la prière ont été citées. Les communautés hôtes à Kongoussi ont proposé une diversité de mesures en tête desquelles il y a l'organisation de comités de résistance en les dotant d'armes, la recherche des causes du conflit afin d'instaurer un dialogue social, large et inclusif avec toutes les couches sociales dès le début, travailler à résoudre le problème de chômage des jeunes, organiser des cadres de concertations entre chefs de village pour échanger sur les questions de sécurité, une présence militaire dans la zone de conflit, collaboration des populations avec les agents de force de sécurité, recruter en nombre suffisant les FDS, les affecter dans tous les villages et les doter en armes et munitions. Pour tous, le gouvernement est responsable en collaboration avec les leaders communautaires ou avec les communautés.

Dans le milieu rural de la même Région, notamment à *Barsalogho*, *Tougouri* et *Bourzanga*, l'installation de bases militaires dans les zones touchées revient en majorité. Les populations consultées pensent que les moyens de défense auraient dû être mis à leur disposition à travers les VDP (hommes PDI, comité de protection), qui auraient dû être bien armés plus tôt. A Barsalogho, le groupe de PDI âgés et le Comité de Protection (structure communautaire) ont particulièrement pointé du doigt, comme responsables de l'insécurité, les groupes d'auto-défense Kogleweogo et un autre groupe dit Les Rougas qui aurait été créé en réaction à l'action des Kogleweogo pour les sécuriser face aux vols répétés de la part de la communauté Peulh. Selon les hommes âgés PDI, il aurait fallu empêcher la création des Kogleweogo et selon d'autres (Comité de Protection), la création des deux groupes aurait dû être empêchée. **On souligne que si dans le milieu urbain, les groupes d'auto-défense ne sont pas mentionnés, dans le contexte rural certaines personnes se réfèrent à ces groupes comme les seules sources de protection et de sécurité.** A *Tougouri*, la confiance entre les uns et les autres et la bonne collaboration des uns et des autres ont été évoquées par les femmes PDI pour rendre accessible certaines localités et faciliter l'action des FDS et des volontaires, comme des pistes rurales par les hommes PDI. **Tous ont dit que le Gouvernement aurait dû prendre les mesures mentionnées**, alors qu'une organisation communautaire locale « Réseau des Femmes » mentionnent aussi **les associations et chefs des villages comme responsable de ces mesures.** Les enfants PDI ont affirmé que si le Gouvernement était présent avec une bonne sécurité, la situation n'aurait pas dégénéré les contraignant à fuir les attaques djihadistes et les menaces terroristes menaçant leur sécurité.

5.1.3. Nord

Dans le milieu urbain de la Région du Nord, à *Ouahigouya* outre les mêmes mesures déjà mentionnées dans la Région du Centre-Nord, il convient de noter que la majorité des groupes consultés (les hommes âgés PDI, les femmes âgées PDI, les jeunes garçons, les hommes hôtes et le Comité Villageois de Développement (CVD), mentionne la sécurisation de leur localité par les FDS, surtout des zones périphériques. De l'avis des jeunes garçons, des mesures ont été prises mais ont été insuffisantes car n'ayant pas permis de sécuriser l'ensemble du territoire national. L'installation des comités de surveillance sur l'ensemble du territoire national a été souhaité par les groupes des jeunes garçons et des hommes hôtes âgés. Il est ressorti que dans le milieu urbain, dans le Nord, les populations hôtes invoquent la présence des Kogleweogo et des VDP pour leur protection contrairement à la Région du Centre-Nord, où ces mêmes groupes sont acceptés uniquement dans le milieu rural. **Selon tous les groupes consultés, c'est le Gouvernement qui aurait dû prendre ces mesures en collaboration avec les populations.** Les jeunes garçons ajoutent que les ONG humanitaires doivent s'associer à l'Etat pour mettre en œuvre ces mesures (jeunes garçons). Les enfants sont très conscients qu'ils sont dans la zone d'accueil à cause de tueries et comme l'affirmait une fille, leur présence dans ces localités est due au fait que « les Peulhs tuent nos parents et certains meurent ». Un autre enfant de renchérir « Il faut chasser ceux qui tuent les gens ».

Dans le milieu rural de la Région du Nord, à *Youba*, la majorité des groupes consultés, (jeunes filles, jeunes garçons, femmes PDI, hommes PDI, CVD) a mis l'accent sur la consolidation de la cohésion sociale entre les populations comme mesure qui aurait dû être prise pour éviter le déplacement des PDI, ainsi que la tolérance, le dialogue, l'entente, l'intégrité et la vérité. Chacun aurait dû s'y mettre en promouvant le dialogue et la cohésion sociale, affirment les femmes hôtes et procéder à une négociation avec les Groupes Armés Non Identifiés (GANI), selon les hommes âgés hôtes. **Selon tous les groupes consultés c'est le Gouvernement qui aurait dû prendre ces mesures, mais les ONG et les populations elles-mêmes ont toujours le devoir de travailler à consolider la cohésion sociale et l'entraide mutuelle entre les populations**, dans une région où les conflits intercommunautaires sont plus exacerbés,

surtout entre les communautés hôtes, les nouveaux PDI Peulh, et les anciens PDI, c'est à dire entre la communauté Peulh et les autres communautés dans les villages de provenance et d'accueil. De l'autre côté, le groupe des enfants PDI consultés, perçoit Youba comme leur maison, où certains y vivent avec leurs parents et d'autres avec leurs grand- parents. Ils sont conscients qu'ils se trouvent dans la zone d'accueil « *parce qu'il y a eu des bagarres dans notre village* ».

5.1.4. Est

Dans la ville de *Fada N'Gourma* la prévention de la crise à travers des mécanismes permettant d'éviter la stigmatisation, ainsi qu'un dialogue inclusif pour recueillir les opinions de toutes les couches sociales et la sensibilisation des populations afin qu'elles puissent mieux collaborer avec les FDS, ont été mentionnés par une association communautaire issue de la population hôte. Parmi les mesures qui auraient dû être prises, les hommes âgés PDI, ont affirmé que « *pour toutes les personnes soupçonnées, on aurait dû mener des enquêtes pour établir leur culpabilité* », ce qui signifie qu'actuellement les personnes soupçonnées sont ciblées même si elles ne sont pas coupables. L'assistance alimentaire dans les villages d'appartenance afin de permettre aux populations d'y rester (hommes hôtes) et la pratique traditionnelle de la géomancie, une pratique divinatoire (femmes âgées hôtes) ont été aussi mentionnées parmi les mesures qui auraient dû être prises. **Selon tous les groupes consultés c'est le Gouvernement qui aurait dû prendre ces mesures.**

Dans le milieu rural de la Région de l'Est, à *Diapangou* certains groupes consultés (jeunes garçons, femmes PDI, hommes âgés PDI, hommes PDI, hommes hôtes, hommes âgés hôtes, Association Communautaire locale Untaani Tinsaala), ont affirmé qu'il fallait protéger les populations **contre les exactions des GANI** avec la présence des FDS et des VDP, et empêcher ainsi les meurtres, tout en sécurisant les voies de circulation et les champs pour permettre un accès aux activités champêtres et économiques (hommes hôtes, hommes hôtes âgés, jeunes garçons, jeunes filles, hommes âgés PDI, hommes PDI). On remarque aussi la mention des conflits entre communautés et les FDS, VDP et Hommes Armés Non Identifiés –HANI dorénavant - (jeunes garçons, hommes hôtes). Comme pour toutes les autres Régions, tous ont affirmé qu'il était de la responsabilité du Gouvernement de prendre les mesures mentionnées, avec les leaders communautaires, chefs coutumiers et la population même.

5.2 PARTICIPATION

5.2.1. Sahel

Il ressort pour une partie des PDI de *Dori*, dans le milieu urbain que leur voix n'est pas entendue ou même si tel était le cas, ils ne voient pas d'actes concrets sur le terrain. La plupart des PDI de *Dori* affirment aussi qu'ils n'ont pas de structures communautaires auxquelles ils participent ce qui explique que la plupart d'entre eux estiment qu'ils ne sont pas associés à la prise de décisions. En marge, les jeunes garçons n'ont pas fourni de réponse. Pour y remédier, il faudrait des associations, groupements, comités et avoir des points focaux dans ces structures tandis que les femmes âgées PDI demandent que le comité mis en place par l'Action Sociale (Gouvernement) soit associé car il les représente valablement. Restant donc dans la même dynamique, presque toutes les PDI s'entendent à dire qu'elles n'ont pas l'occasion de partager leurs commentaires, observations, satisfactions et plaintes en toute sécurité. Les jeunes garçons disent ne pas savoir où se plaindre tandis que les femmes âgées PDI disent n'avoir pas le courage d'affronter les acteurs. La mise en place de comités de gestion des plaintes représentatifs avec des gens de bonne moralité a été recommandée.

Une partie des PDI de *Djibo* affirment également ne pas être entendue du fait de l'absence de cadres de concertation avec le gouvernement et les ONG et qu'ils n'ont pas de structures communautaires. Pourtant tous les groupes consultés estiment être associés à la prise de décision de façon régulière car ils sont associés aux réunions de prise de décision et apportent leur contribution qui sont prises en compte. Les femmes âgées PDI et les femmes PDI précisent toutefois que ce n'est pas de façon régulière. Elles proposent de ce fait que des quotas de femmes et particulièrement de femmes âgées soient imposées dans les cadres de concertation. **A l'exception des femmes PDI**, tous les groupes disent avoir l'occasion de partager leurs commentaires, observations et satisfactions et leurs plaintes en toute sécurité. Les femmes PDI expliquent cela par le fait qu'elles craignent d'être mal vues par la société. Elles proposent de passer par le service de l'Action Sociale et les Mairies pour transmettre leurs plaintes et de sensibiliser les responsables sur l'importance de les impliquer. Tous les autres groupes affirment passer par les responsables locaux ou leaders communautaires.

Une partie des PDI à *Dori* pense que sa voix est entendue ne serait-ce que par le bouche-à-oreille. Idem aussi à *Djibo*, les PDI affirmant avoir l'impression que leur voix est entendue par les 2 structures du fait des assistances qu'elles ont reçues. Aussi, les femmes PDI de *Dori* consultées disent militer dans une association de fabrique de savons. Les PDI femmes et hommes de *Dori* affirment ainsi qu'ils/elles sont associés à la prise de décision ce qui explique que les hommes PDI disent avoir parfois l'occasion de soumettre leurs plaintes en toute sécurité à l'action sociale sans pour autant cependant qu'il y ait une suite, ce qui ne les motive plus à y aller. Mais les PDI femmes notent que pour qu'elles soient régulièrement associées à la prise de décision, il faut des formations qui visent à renforcer leurs capacités tandis que les hommes affirment avoir besoin pour cela de se retrouver en association. A *Arbinda*, tous les groupes des hommes ont dit faire partie des structures communautaires qui organisent des formations aux nouveaux VDP tandis que les femmes mentionnent des groupes organisés par les organismes humanitaires.

Une partie des PDI de *Djibo*, affirme également avoir l'impression que leur voix est entendue par les acteurs humanitaires et par le Gouvernement du fait des assistances qu'ils ont reçues. En dehors des femmes de la communauté PDI, tous les groupes de PDI estiment être associés de façon régulière à la prise de décision, mais seuls les hommes PDI affirment participer à des structures communautaires.

Pour ce qui concerne les communautés hôtes, une partie des hôtes de *Dori* pense que leur voix n'est pas entendue parce qu'ils ne sont pas concernés par l'aide humanitaire. Ils sont rarement consultés et ce sont les PDI surtout qui sont écoutées. Elles disent pourtant militer dans des groupements et certains trouvent qu'ils sont associés à la prise de décision. Les femmes hôtes disent en revanche n'être pas associées aux prises de décision et proposent que les

groupements de femmes soient associés lors de l'élaboration des projets afin de répondre à leurs besoins. Les hommes hôtes âgés disent dans tous les cas, laisser la place aux plus jeunes. Les femmes de la communauté hôte de Dori pensent cependant que leur voix est entendue mais par les ONG et plus ou moins par le gouvernement. Elles affirment également avoir l'opportunité de se prononcer lors des rencontres même si ce n'est pas toujours pris en compte.

Les avis ci-dessus des hommes correspondent en outre avec le fait que les hommes hôtes et hommes hôtes âgés trouvent qu'ils n'ont pas l'occasion de partager leurs observations et plaintes. Les hommes hôtes proposent ainsi la mise en place d'un comité de plaintes pour remédier à cela.

Les hommes hôtes âgés de *Djibo* estiment que leurs points de vue face à une situation donnée ne sont pas pris en compte ou alors sont mal interprétés sans compter les retours qui sont reçus tardivement. Cependant, une majorité affirme aussi que sa voix est entendue car leurs besoins sont en partie pris en compte par le Gouvernement et les organisations humanitaires à travers des assistances diverses. Ainsi, tous les groupes hôtes affirment participer à une diversité de structures communautaires et presque tous se disent régulièrement associés.

5.2.2. Centre- Nord

Par rapport à la participation communautaire, à *Kaya*, les jeunes filles PDI et hôtes et les hommes âgés hôtes, sont les seuls à déclarer qu'elles/ils ne sont pas entendus ni par les organisations humanitaires ni par le Gouvernement. Au contraire, tous les autres groupes ont affirmé que leur voix est entendue par les deux. Il convient de noter que **les femmes** (hôtes, PDI et âgées) ont affirmé que **leur voix est entendue, c'est-à-dire qu'elles sont consultées, mais leurs préoccupations ne sont pas prises en compte à l'heure de prendre des décisions**. Les jeunes garçons ont laissé entendre que leur voix est écoutée mais pas au même titre que les personnes plus âgées. La majorité des personnes consultées savent qu'il y a des structures communautaires dans leur communauté auxquelles elles participent, toutefois un avis contraire est partagé par **les hommes âgés hôtes, et les enfants** qui ne font partie d'aucune structure.

Pour ce qui concerne la prise de décision la majorité des personnes consultées affirme être écoutée **sauf les jeunes filles, les hommes âgés hôtes et les enfants qui ne sont pas engagés**, alors que les femmes PDI, les femmes âgées et les hommes âgés PDI y participent parfois. Parmi les recommandations faites par les personnes consultées pour améliorer leur participation, les femmes hôtes ont parlé d'une meilleure inclusion des femmes et qu'elles puissent occuper des postes de responsabilité, alors que les femmes âgées PDI souhaiteraient avoir une personne familière qui leur permettrait de bien s'exprimer sans avoir peur. Les hommes âgés hôtes, d'un autre côté, demandent plus de focus groups pour les communautés hôtes. La majorité des personnes consultées affirment avoir l'occasion de partager leurs commentaires, observations, satisfactions et plaintes en toute sécurité aux parents (enfants, jeunes filles PDI et hôtes), aux organismes humanitaires (femmes hôtes, hommes PDI), aux leaders communautaires (hommes PDI, jeunes garçons) et à l'Association le Bon Samaritain à travers des séances d'écoutes individuelles et des focus groups, mais pas au Gouvernement, ce qui signifie qu'il n'y a pas des mécanismes de plaintes institutionnels. **On remarque que pour ce qui concerne la participation, les enfants, les femmes et les personnes âgées participent moins que d'autres au sein de leurs communautés.**

La majorité des PDI à *Kongoussi* estime que sa voix n'est pas entendue. Un petit groupe estime qu'il l'est mais leurs besoins ne sont pas toujours satisfaits. Dans la même logique, si certains PDI disent qu'il n'y a pas de structures communautaires tandis que d'autre par contre, affirme le contraire et disent participer à travers les Associations des Parents d'élèves (APE), coopérative d'élevage, d'agriculture, de crédit. Pour y remédier, les femmes âgées PDI proposent la création d'une association de femmes tandis que les hommes âgés PDI proposent un plaidoyer pour leur implication. Relativement aux observations et plaintes, un petit nombre de PDI estime avoir un canal à travers le numéro vert du PAM, les organisations faisant du cash transfert et dans une moindre mesure les chefs de site puisqu'elles n'ont pas toujours de suite avec ces derniers.

La majorité des groupes de populations hôtes estiment que leurs voix n'est pas entendue contrairement à celle des PDI. Un seul groupe a affirmé pour sa part que sa voix est entendue puisqu'ils reçoivent l'assistance. Ceci correspond au fait qu'une petite partie des groupes hôtes dit participer aux structures communautaires comme les Associations des Parents d'Elèves (APE) et le comité musulman. **Aucun groupe de population hôte ne se dit associé à la prise de décision**. Il est donc proposé de mettre en place des cadres de concertation PDI-hôtes afin que toutes les parties puissent participer à la prise de certaines décisions et un plaidoyer pour leur consultation avant les prises de décisions. A l'exception des hommes hôtes qui disent avoir le numéro du PAM pour les plaintes (sans pour autant l'avoir jamais utilisé), aucun groupe de population hôte n'affirme avoir l'opportunité de partager leurs plaintes. Ils ont proposé une variété de mesures parmi lesquelles la reconnaissance des populations hôtes comme des personnes vulnérables ayant besoin d'assistance et la création de cadres de concertations pour des réflexions PDI-hôtes ainsi que pour des plaintes portant sur les actions du Gouvernement ou des ONG.

Pour ce qui concerne le milieu rural, à *Tougouri*, la majorité des groupes de populations hôtes affirme n'être pas écouté pour ce qui est de leurs besoins en scolarité, de logement ainsi que pour les besoins alimentaires et sanitaires. Les hommes PDI ont affirmé que leur voix n'est pas entendue en ce qui concerne leur volonté de repartir chez eux. Les enfants de leur côté, ont dit qu'ils ne sont pas représentés dans les structures communautaires et qu'ils s'adressent à leurs parents en ce qui concerne leurs plaintes, qui de tout façon ne sont pas prises en compte. **Tous les groupes consultés ont déclaré qu'ils sont conscients de l'existence de structures communautaires**, sauf les jeunes filles, les femmes et les hommes PDI et les femmes âgées hôtes. De l'autre côté, les femmes hôtes et les jeunes garçons même s'ils sont au courant de leur existence, ne sont **pas membres**. A Tougouri, on souligne l'existence de *l'Organisation des Personnes Vivant avec un Handicap* et autres groupes locaux de nettoyage du Centre de Santé, de la Mairie, ainsi que les groupes d'entretien des routes.

Pour ce qui concerne la prise de décision, on note que **tous les groupes de la communauté d'accueil affirment qu'ils y participent de façon régulière**. Cependant, de l'avis des jeunes garçons hôtes, leur participation se fait à travers le président des jeunes mais qui malheureusement ne fait pas de restitution des décisions prises. Cette situation a été aussi décriée par les femmes membres du Réseau des Femmes Leaders dont la participation se fait de façon

irrégulière à travers la présidente de l'association. Contrairement aux membres de la communauté d'accueil, de l'avis **des hommes hôtes vivant avec un handicap, et tous les groupes des PDI, ils ne participent pas à la prise de décisions**. Parmi les recommandations faites par les personnes consultées pour améliorer leur participation, les hommes hôtes vivant avec un handicap ont sollicité que leur organisation soit informée. Les hommes PDI pensent que pour leur participation aux instances de décisions il revient à la communauté hôte de les associer car ils ne peuvent pas le faire par eux-mêmes (hommes PDI). La majorité de personnes consultées affirment avoir l'occasion de partager leurs commentaires, observations, satisfactions et plaintes en toute sécurité à la Mairie et à l'Action Sociale ainsi qu'à la Préfecture, en groupe le plus souvent ou individuellement. Cependant, les jeunes filles, les jeunes garçons, les femmes PDI et les femmes âgées hôtes, affirment n'avoir pas cette occasion, et proposent de mettre en place un Comité de Gestion de Plainte pour exposer leur problème et une cellule de gestion de plainte au sein de la mairie pour faciliter la prise en compte de leurs opinions. Contrairement au milieu urbain, il apparaît que chez certaines institutions la majorité des groupes consultés peut y aller pour partager commentaires, observations et plaintes. Cependant, il semble qu'il n'y ait aucun mécanisme de plainte en place. **On note que pour ce qui concerne la participation, les jeunes, les personnes âgées et les PDI ont moins d'opportunités que les adultes et la communauté hôte.**

En majorité, les PDI de *Barsalogo* estiment que leur voix est entendue du fait de l'assistance reçue. Même si la plupart reconnaît l'existence des structures communautaires, les femmes n'y participent pas contrairement aux hommes qui affirment y participer en tant que bénéficiaires ou en tant que membres. Toutefois, à l'exception des jeunes garçons PDI pour qui les décisions sont prises par leurs parents ou leurs responsables, le reste des PDI affirme pourtant être associée à la prise de décision. Le groupe de femmes âgées PDI ayant carrément affirmé que sa voix n'est pas entendue parce qu'il ne bénéficie d'aucune prise en charge, a réitéré le fait qu'il n'est pas associé. Ces dernières disent qu'il faudrait que des directives soient données aux décisionnaires afin qu'elles soient associées et que l'aide leur parvienne fidèlement. Les jeunes garçons PDI disent ne rien savoir des structures participatives. La situation ci-dessous cadre avec le fait que de façon générale les PDI disent avoir l'occasion de partager leurs plaintes en toute sécurité à travers différents canaux tels que les CVD, l'Action sociale et la Mairie du côté du Gouvernement et du côté des humanitaires, à travers le comité de protection et les moniteurs.

A l'exception des femmes PDI, hommes PDI, et comité de protection, la majorité des PDI de *Bourzanga* pensent que leur voix est entendue. En effet ces groupes disent bénéficier de l'aide alimentaire, et participer aux structures communautaires. Une grande partie s'estime associée à la prise de décision même si les hommes PDI estiment qu'ils ne sont pas souvent écoutés.

Une autre partie des PDI pensent par contre que leur voix n'est pas entendue car l'assistance n'est pas conforme à leurs besoins tandis que les femmes de la communauté PDI ne participent pas aux structures communautaires. Ces dernières estiment, pour leur part, qu'elles ne sont pas considérées et n'ont de ce fait aucune décision qui leur soit propre. Donc les hommes PDI, les hommes et femmes âgés PDI affirment ne pas avoir l'occasion de soumettre leurs plaintes en toute sécurité parce qu'ils ont peur des conséquences ou parce que de telles structures n'existent pas ou encore parce que la décision revient aux époux et les femmes âgées PDI disent n'avoir pas le choix. Il a donc été recommandé la mise en place de comité de plaintes et des boîtes à idées.

Les personnes âgées expliquent que leur grand âge ne leur permet pas d'y participer mais disent également ne pas du tout être associées à la prise de décision parce qu'elles ne sont pas considérées (une partie des femmes âgées hôtes) ou pas de façon régulière (hommes hôtes âgés et femmes hôtes). Les femmes hôtes proposent de sensibiliser les hommes sur le fait que la prise de décision concerne tout le monde.

Une partie des femmes âgées hôtes a cependant estimé que leur voix était entendue mais ce sont les hommes hôtes qui disent être toujours consultés à chaque prise de décisions et être impliqués dans les différentes activités. En complément, les femmes disent ne pas avoir l'opportunité de soumettre leurs plaintes. Il a été recommandé la mise en place de structures de gestion des plaintes, identifier les ménages hôtes et former des groupes ou comité par secteur ou quartier pour les associer à la prise de décision en tant que communauté hôte. Dans le cas contraire, elles disent que ce sont leurs maris qui prennent les décisions et elles n'ont pas le choix. Les hommes âgés hôtes disent n'avoir aucune idée des structures permettant d'émettre des plaintes, mais font leurs observations et plaintes dans leurs discussions et causerie informelles.

Concernant les populations hôtes de *Barsalogo*, une écrasante majorité estime que leur voix n'est pas entendue dû au fait qu'ils ne sont pas des PDI malgré le fait que l'accueil de ces derniers les a vulnérabilisés. Ainsi, la très grande majorité dit ne pas être associée aux prises de décisions. Les femmes âgées hôtes se disent particulièrement délaissées et les femmes proposent qu'un quota de femmes soit imposé pour les différentes rencontres de consultation. Dans la même dynamique, les femmes hôtes, l'association de femmes et les femmes âgées estiment ne pas avoir l'occasion de partager leurs observations parce qu'elles ne sont pas conviées aux rencontres. Les hommes hôtes estiment que même s'ils sont membres des comités de PDI, ils ne peuvent pas s'exprimer librement devant les PDI sur certaines réalités. Ils pensent que créer des comités hôtes distincts serait une solution. Il est à noter qu'à ce niveau également, les jeunes garçons et filles hôtes disent ne pas avoir l'occasion de partager leurs vues.

5.2.3. Nord

Par rapport à la participation communautaire, à *Ouahigouya* les groupes des PDI ont affirmé que **leur voix n'est pas entendue par les organisations humanitaires et par le Gouvernement**, en soulignant que les PDI qui ne vivent pas dans les sites d'accueil ne sont pas considérés pour l'assistance humanitaire car souvent ils ne sont pas encore enregistrés. De l'autre côté, les femmes âgées PDI et les CVD, déclarent que **leur voix est entendue par les organisations humanitaires mais pas par l'Etat**. Les hommes hôtes âgés sont les seuls qui disent être souvent écoutés et entendus par l'Etat, et les ONG, même si souvent ils sont obligés d'effectuer des déplacements vers les leaders communautaires pour exprimer leurs besoins. Contrairement à la Région du Centre-Nord, **la majorité des groupes consultés affirme ne rien savoir sur l'existence des structures communautaires**. Pour ce qui concerne la prise de décisions, les femmes âgées PDI affirment qu'elles y participent mais seulement avec les organisations humanitaires, pas avec l'Etat, car il n'y a pas des structures communautaires dans les instances locales. A *Youba*, dans le milieu rural, tout comme à Ouahigouya, la majorité des groupes consultés a dit que leur voix n'est pas entendue par le Gouvernement et par les acteurs humanitaires, sauf les femmes âgées PDI, les hommes âgés PDI et les jeunes garçons, qui affirment que leurs doléances sont souvent prises en compte par les ONG et l'Action Sociale, toutefois ils disent ignorer l'existence des structures

communautaires. Parmi les propositions pour améliorer la participation communautaire, les personnes consultées ont affirmé la nécessité de tenir compte des femmes et des hommes PDI dans les prises de décisions communautaires.

A *Ouahigouya*, la majorité des personnes consultées affirme n'avoir pas de cadre sécurisé pour le partage de leurs commentaires, observations, satisfactions et plaintes. Aussi, proposent-elles la création d'un canal de discussions et suggestions (hommes PDI âgés, hommes PDI), mais aussi les visites périodiques des agents du Gouvernement et ceux des organisations humanitaires (auprès desquels ils pourront soumettre leurs doléances (femmes âgées PDI), leur consultation régulière sur l'assistance humanitaire et les actions du Gouvernement (jeunes filles), et la création des associations féminines reconnues à travers lesquelles elles pourront s'exprimer et être entendues (femmes hôtes).

Les enfants affirment que leurs besoins sont le plus souvent partagés auprès de leurs pères car ils trouvent les papas plus proactifs que les mamans. Leurs besoins sont le plus souvent vestimentaires, alimentaires et éducationnels. Ils affirment qu'ils n'ont pas à se plaindre et que leurs parents les écoutent mais qu'ils souhaitent que les organisations humanitaires puissent venir vers eux souvent.

Dans le milieu rural, à *Youba* on remarque que **seulement les groupes de PDI ont la possibilité de partager leurs commentaires, observations et plaintes en toute sécurité, contrairement aux groupes de la communauté hôte**, qui proposent de soutenir les associations des femmes, avoir plus de communication et de dialogue entre communautés et autorités, disponibiliser un canal de partage de commentaires et observations sur le sujet de l'assistance humanitaire et du Gouvernement ce qui signifie que dans la Région du Nord il n'y a aucun mécanisme de plaintes existant comme dans la Région du Centre- Nord.

Le groupe des enfants PDI affirment que quand ils ont des besoins ils s'adressent à leurs parents et les mamans sont plus réceptives à leur demande. Les besoins exprimés sont essentiellement d'ordre éducationnel et ludique. De l'avis de ces enfants, leur expression des besoins et leurs plaintes sont portées auprès des mamans ou des grand-mères. On relève néanmoins qu'il n'existe aucune structure communautaire qui engage les enfants.

5.2.4. Est

Le fait marquant à *Fada N'Gourma*, pour ce qui concerne la participation communautaire a porté sur le constat que **tous les groupes des hommes ont affirmé que leur voix n'est pas entendue ni par le Gouvernement ni par les organisations humanitaires**. De plus, les jeunes garçons ajoutent que leur voix n'est pas entendue par le Gouvernement contrairement aux organisations humanitaires. Tous les groupes consultés affirment qu'ils sont au courant de l'existence des structures communautaires, à l'exception des femmes hôtes, des femmes âgées PDI et des jeunes filles qui, à cause de leur âge ne font pas partie des structures communautaires. Par rapport à **la participation et à la prise de décisions, la majorité a affirmé n'être pas engagée**. Comme solution il a été préconisé d'avoir un plan de réunions pour leur permettre de participer, la création des cadres de concertations pour permettre à toutes les couches sociales de dire ce qu'elles pensent et la participation à des instances de prise de décision importantes.

Portant sur le partage de leurs commentaires, observations, satisfactions et leurs plaintes en toute sécurité, si les jeunes filles ont répondu avoir cette facilité auprès de la gendarmerie et la police, les autres groupes féminins disent être enclins à se diriger vers les responsables des organismes humanitaires.

En revanche, les groupes masculins des hommes âgés PDI, et hommes hôtes ont dit qu'ils n'ont pas cette occasion ainsi que les hommes âgés hôtes qui l'ont rarement, ce qui peut montrer une sorte de méfiance envers les institutions. Pour améliorer la participation communautaire, les femmes PDI ont dit qu'il faut « *lutter contre la discrimination pendant les inscriptions pour l'assistance humanitaire car il y a des gens qui ferment les portes pour empêcher que d'autres entrent* ». Les jeunes garçons, les hommes hôtes, les hommes âgés hôtes espèrent un jour avoir l'occasion de participer à un cadre d'échange pour donner leur point de vue et les hommes âgés PDI souhaitent faire l'état des lieux sur la sécurité à l'Est.

Contrairement à la zone urbaine, à *Diapangou* en milieu rural, **la majorité des personnes consultées a dit qu'elle est écoutée par le Gouvernement et les organisations humanitaires**, même si les réponses rapides et efficaces tardent à venir ou ne viennent pas. De l'autre côté, les jeunes et les femmes ont dit que ni le Gouvernement ni les organisations humanitaires ne leur consultent pour les actions qu'ils font à leur égard. Contrairement à la ville de Fada N'Gourma, dans le milieu rural, **la majorité des personnes consultées affirme ne pas participer aux structures communautaires** et quant aux autres instances de décisions, la majorité y participe, mais pas de façon régulière, et dans les rares fois où elles y participent elles n'ont aucun pouvoir de décision à cause de leur âge (hommes âgés PDI). Comme solution à cette situation la majorité des groupes, préconise leur organisation en association ou en groupement, afin d'être mieux écoutée, et une plus large diffusion des informations (femmes PDI, jeunes filles).

Pour ce qui concerne l'occasion de partager leurs commentaires, observations, satisfactions et plaintes en toute sécurité, la majorité n'a pas cette occasion, car d'une part il n'existe pas des mécanismes de plaintes (femmes hôtes, hommes hôtes et hommes âgés hôtes), et d'autre part la peur d'approcher les autorités pour exposer leurs problèmes (femmes PDI, jeunes filles). Certains groupes (hommes hôtes et hommes âgés hôtes) de l'autre côté, s'adressent aux conseillers et aux CVD, auprès des autorités locales et des humanitaires. Ce qui devrait être fait, selon la majorité des personnes consultées, est la création et la mise en place d'un mécanisme de plaintes au sein des communautés, inclus un comité de jeunes (jeunes garçons) et des femmes (femmes PDI, jeunes filles, femmes hôtes). Les enfants affirment n'être pas écoutés ni par le Gouvernement ni par les organisations humanitaires et notent par ailleurs l'inexistence des structures communautaires auxquelles ils peuvent participer. Ils affirment en outre n'être pas associés à la prise de décision. Enfin ils disent n'avoir obtenu d'aide d'aucune structure et ne savent pas à quelle instance s'adresser pour leurs plaintes. La solution pour eux, serait la création d'une organisation regroupant les enfants.

5.3 PROTECTION

5.3.1. Sahel

La majorité des PDI consultées à *Dori* disent se sentir en sécurité à l'exception de certaines femmes PDI qui affirment le contraire. En outre, les jeunes PDI relèvent que les jeunes filles sont souvent exposées au risque de viol ainsi que les femmes qui sont souvent poursuivies par des hommes inconnus. De l'avis des hommes et femmes PDI, les personnes déplacées n'ayant pas le minimum pour survivre sont les plus vulnérables et les plus exposées. Elles n'ont toutefois pas donné d'autres précisions à ce sujet.

Les recours évoqués sont les autorités, le comité mis en place par l'Action sociale, les ONG humanitaires, et les populations hôtes. En dehors des jeunes garçons et les jeunes filles PDI, tous les autres groupes de PDI disent ne pas avoir un accès à des services d'assistance légale. Tous les groupes de PDI affirment être en mesure de se déplacer librement dans la zone.

Tous les groupes hôtes à Dori se sont dit en sécurité à quelques exceptions près. Seules les femmes hôtes disent avoir recours aux autorités coutumières, religieuses et administratives tandis que les personnes âgées disent avoir recours aux autorités. Tous les groupes hôtes affirment avoir accès à des services d'assistance légale et n'ont soulevé aucun problème les empêchant de se déplacer. A *Arbinda*, la majorité des personnes consultées a dit se sentir en sécurité grâce à la présence de VDP.

A *Djibo*, à l'exception des hommes PDI qui disent qu'il ne peut pas y avoir de sécurité dans la zone, et les femmes PDI qui disent avoir peur des attaques, tous les groupes affirment le contraire. Une petite minorité estime que ce sont les hommes PDI qui sont les moins en sécurité et pour quelques personnes ce sont les leaders coutumiers, religieux, politiques et les FDS ou les personnes qui sont restées dans les villages. En cas de besoin, tous affirment avoir recours aux élus ou responsables locaux pour transmission au FDS ou même également aux VDP. Une majorité affirme avoir accès à l'assistance légale de façon totale ou partielle soit auprès des ONG humanitaires, de la gendarmerie, de la mairie ou dans un centre de santé. Seule la plupart des femmes disent pouvoir se déplacer librement dans la zone avec néanmoins des inquiétudes. Les femmes se sont dit plus préoccupées par les biens à récupérer dans les localités d'origine et tout le monde par l'insécurité. Comme impact, la plupart évoque l'absence de possibilités d'activités économiques et le chômage des jeunes.

La plupart des groupes hôtes de *Djibo* disent ne pas se sentir en sécurité pour diverses raisons parmi lesquelles la présence des groupes armés et les exactions des FDS. Les femmes hôtes âgées disent par contre se sentir en sécurité. Comme personnes les plus en insécurité, la majorité a cité les leaders communautaires ou religieux et personnes ressources, ensuite la population Peuhle, les FDS puis les PDI car certains dorment à la belle étoile ou dans des maisons inadaptées, les travailleurs du public car ils sont la cible privilégiée des terroristes, les personnes handicapées physiques et toutes les populations qui sont restées dans les villages. En ce qui concerne les recours, une petite majorité va vers les leaders communautaires, et les autres, vers les élus locaux et autorités administratives, les FDS et l'action sociale, les responsables communautaires vers la gendarmerie (difficilement accessible cependant) ou les CVD. Une majorité estime qu'elle a accès à une assistance légale de façon totale ou partielle et les services mentionnés sont la gendarmerie dans une certaine mesure, les organisations humanitaires et les ONG ou pour une majorité à l'Action sociale.

Tous les groupes de PDI et de populations hôtes à Dori, et Djibo sont unanimes à dire que les relations avec les communautés hôtes sont bonnes car ce sont des gens pacifiques. Idem à *Arbinda*.

5.3.2. Centre- Nord

A *Kaya* lorsqu'on a demandé aux personnes consultées si elles se sentent en sécurité dans les zones où elles vivent, la majorité a répondu oui sauf les femmes hôtes qui ne se sentent pas en sécurité à cause de la présence à proximité des terroristes et certains hommes âgés hôtes qui se demandent souvent si parmi les PDI il n'y a pas de personnes suspectes. Parmi les personnes considérées moins en sécurité que les autres, il y a les femmes chefs de ménages (femmes âgées PDI), les enfants vivants seuls sans les adultes (femmes âgées PDI, jeunes filles PDI et hôtes), les femmes et enfants vivant dans des habitations isolées, dans des maisons sans clôture et sans la présence d'un groupe masculin dans les entourages (femmes âgées PDI), les femmes qui vivent en zones périphériques (Association Le Bon Samaritain), les personnes âgées qui vivent seules et hors des habitations (femmes hôtes). Quand les populations consultées ont des problèmes de sécurité, elles vont chercher de l'aide chez différents acteurs et personnes présentes sur le terrain qui puissent les aider, notamment chez leurs parents (jeunes filles et enfants), auprès les leaders communautaires (femmes hôtes âgées, hommes PDI, jeunes garçons), ou s'adressent aux acteurs humanitaires (femmes hôtes et PDI, femmes âgées PDI, hommes âgés PDI, hommes hôtes, jeunes garçons, association Le Bon Samaritain), auprès du Comité de Protection (femmes hôtes, hommes PDI), à la Police (hommes âgés hôtes), alors que seulement l'organisation communautaire consultées a dit s'adresser à l' Action Sociale.

Pour ce qui concerne l'accès à des services légaux, la majorité des groupes a dit qu'elle l'a sans donner des détails sur les structures de référence. De l'autre côté, il faut souligner que les femmes hôtes et les femmes âgées PDI disent avoir accès mais ne maîtrisant pas les procédures, elles préfèrent ne pas y aller, tandis que les jeunes filles n'ont pas du tout accès.

La relation entre les PDI et les communautés d'accueil, selon certains, est une **relation qui se dégrade** (jeunes filles et jeunes garçons, femmes hôtes, femmes PDI, femmes âgées PDI, Association Le Bon Samaritain). Par exemple les jeunes garçons PDI ont dit qu'ils se sentent « **comme en prison vue que nous ne sommes plus chez nous. Nous sommes appelés zoatba (en langue mooré, cela signifie fuyards de manière négative) et cela nous frustre** ». De plus, ce qui a contribué négativement à une relation dégradante c'est l'augmentation du prix des loyers et des denrées alimentaires selon le Réseau de Femmes Leaders, l'épuisement des ressources (financières et naturelles) de la communauté d'accueil, et les conflits entre les PDI et les communautés d'accueil (Jeunes Filles, Femmes Hôtes, Femmes PDI, Femmes âgées PDI, Association Le Bon Samaritain). Il faut noter que, les jeunes garçons et tous les groupes des femmes ont dit que la relation se dégrade en raison des tensions entre les deux communautés ce qui fait penser que les tensions qui naissent sont plutôt entre les femmes pour la recherche des ressources naturelles. Selon les autres, la relation entre PDI et communautés d'accueil est **bonne**

(femmes hôtes âgées, hommes âgés PDI, hommes hôtes, hommes PDI, jeunes garçons, Réseau de Femmes Leaders). Le dialogue et la communication ont contribué positivement à améliorer les relations (hommes âgés hôtes) ainsi que l'empathie des communautés hôtes.

Contrairement à tout le reste des groupes qui se déplacent librement, les jeunes filles, les femmes hôtes, les femmes PDI, voient leurs déplacements limités en fonction de l'heure et de la zone. De la même manière, les femmes âgées PDI ne se déplacent pas librement car elles ont « *vécu des situations horribles et sont psychologiquement touchées, avec la peur de croiser un homme armé et être violentées par lui* ». De plus, les femmes hôtes et les femmes PDI affirment que les déplacements limités empêchent d'avoir accès aux champs, ou impliquent d'y accéder avec la peur au ventre, et cela ralentit les activités commerciales. **On note que tous les groupes de femmes ne se sentent pas en sécurité, contrairement à tous les groupes des hommes.**

La majorité des groupes de PDI à Kongoussi dit ne pas se sentir en sécurité. Toutefois, **à l'exception des femmes PDI, tous les autres groupes se sentent libres de se déplacer dans la zone même si la problématique de la documentation ainsi que celle de la stigmatisation ont été soulevées respectivement par les hommes surtout et par les femmes PDI.**

Comme personnes les plus vulnérables citées, il y a les enfants, les vieilles personnes, les personnes vivant avec un handicap, les femmes enceintes, les PDI qui vivent en dehors des sites, qui n'ont pas de tentes et ceux qui ont besoin d'assistance psychologique. La majorité cite comme recours, en cas de besoin, l'Action Sociale puis la gendarmerie ou le commissariat et enfin les chefs de sites. Un groupe a souligné qu'ils n'obtiennent pas toujours gain de cause à l'Action Sociale. Tous les groupes de populations hôtes s'entendent à parler d'une relative sécurité car aucun n'a pu répondre par un oui ferme. L'absence de documentation pour les PDI a été évoqué comme soulevant des craintes. Par ailleurs, une partie des groupes a soulevé un ensemble de problématiques restreignant leur liberté de déplacement telles que les risques d'accidents, de viol, la peur, la méfiance et la psychose.

Comme personnes moins en sécurité il a été cité, les gens qui ont besoin d'autres assistance comme la santé et le suivi psychologique et l'inadaptation des infrastructures aux personnes handicapées moteur, aux jeunes enfants et aux vieilles personnes. Comme recours, ils ont cité la police et la gendarmerie en majorité puis l'Action sociale et ensuite le palais de justice. Mais tandis que les femmes hôtes disent ne pas avoir accès à l'assistance légale, les hommes hôtes disent que leurs préoccupations ne sont pas souvent résolues contrairement à celles des PDI.

A l'exception des femmes PDI et des jeunes, ainsi que les femmes et hommes hôtes, tous les groupes de Kongoussi ont jugé la relation entre communautés hôtes et PDI bonne, même si la communauté hôte se sent abandonnée par le Gouvernement et que ça pourrait détériorer leur relation.

A Tougouri, les personnes qui ne se sentent pas en sécurité sont notamment les hommes et les garçons PDI et hôtes. En fait, en plus des mêmes personnes mentionnées dans le milieu urbain, parmi les personnes considérées moins en sécurité, ont été mentionnées les personnes avec un handicap (qui sont rendues visibles par l'association de personnes vivant avec handicap) et les hommes, qui sont juste les personnes qui ont déclaré ne pas se sentir en sécurité dans leur zone.

Quand il y a des problèmes, les groupes consultés ont affirmé qu'ils s'adressent aux autorités coutumières et aux conseillers, à la Mairie, la préfecture, la gendarmerie, le commissariat de la police et au chef du village. Pour ce qui concerne l'accès à des services légaux, la majorité des groupes a dit qu'ils l'ont tandis que les femmes âgées PDI, ont peur d'y aller seules sans un accompagnateur. Aucun groupe n'a spécifié à quelle institution il s'adresse, ce qui fait penser qu'il n'y a pas de clarté et de connaissance sur ce que constitue l'accès légale.

Par rapport à la relation entre les PDI et les communautés d'accueil, les femmes hôtes affirment qu'il n'y a pas de très bonne relation « *car les femmes PDI ne partagent pas, ne sont pas très sociables et il y a même des problèmes de rivalité* ». De la même manière, les femmes âgées hôtes ont dit qu'il n'y a pas de solidarité de la part des PDI. Ce qui a contribué négativement à cette relation est le manque de solidarité selon les femmes âgées PDI et le côtoiement, selon les femmes hôtes. Pour la majorité toutefois, **il y a une très bonne relation.** Ce qui a contribué positivement à une très bonne relation est l'esprit hospitalier des communautés, la patience, le bon comportement des PDI, la parenté et l'amitié, l'entraide, l'accueil et la solidarité.

Selon les jeunes filles, les femmes PDI, les hommes PDI, et les hommes âgés PDI ont dit qu'ils sont en mesure de se déplacer librement dans la zone, tandis que le reste se déplace dans la journée en pleine ville mais pas la nuit dans les villages environnants, et les femmes hôtes, les hommes âgés hôtes, les hommes hôtes et le réseau femmes Leaders ne sont pas du tout en mesure de se déplacer librement. La limitation des déplacements entraîne des difficultés d'exercices d'activités telles que le commerce, et l'agriculture sans compter l'aspect social qui est aussi touché. Les femmes hôtes disent qu'il y a toujours la méfiance au sein de la communauté, car on ne sait pas qui est qui et il faut faire très attention. Les enfants et les jeunes déplacés internes et hôtes ont signalé des bagarres régulières autour des points d'eau. Les jeunes des communautés hôtes se sont plaints en faisant remarquer que leurs familles ont mobilisé leurs ressources et économies pour accueillir les déplacés internes.

5.3.3. Nord

A Ouahigouya, pour ce qui concerne la sécurité, la majorité des groupes consultés affirme qu'ils ne vivent pas en sécurité dans leur zone et qu'ils sont toujours dans la peur. Au contraire, les femmes âgées PDI, les hommes âgés hôtes, et les femmes âgées hôtes affirment se sentir en sécurité. **Ce qui attire l'attention c'est que les personnes âgées hôtes ont une meilleure perception de la sécurité que les autres groupes.**

Selon certains groupes consultés, les personnes plus vulnérables moins en sécurité que d'autres sont les femmes (hommes hôtes), les personnes âgées (hommes hôtes, CVD), et les enfants (hommes hôtes, CVD). En cas de problèmes, les groupes consultés affirment qu'ils ont la possibilité de faire recours aux FDS (jeunes filles hôtes, femmes hôtes), aux autorités locales (hommes hôtes, CVD, hommes PDI), aux leaders du village (hommes âgés hôtes, femmes

âgées hôtes), et à l'Etat (hommes âgés hôtes). **Par rapport à l'accès au service légale, la majorité a confirmé l'avoir.** Seuls les CVD ont dit que ça ce n'est pas possible au niveau des zones reculées où les services sont inexistantes.

Par rapport à la relation entre les PDI et les communautés d'accueil, **la majorité a dit avoir une bonne relation**, alors que pour les jeunes filles, elle n'est pas très bonne, et pour les hommes hôtes c'est une très bonne relation même si par moment il peut y avoir des difficultés. Les CVD pensent aussi que la relation est très bonne « *car ce qui les arrive pourrait arriver à nous* » même s'il y a souvent des malentendus qui se gèrent. Les hommes PDI âgés et les hommes PDI pensent aussi que personne ne décide d'être déplacée, et que cela relève de la force majeure. Ce qui a contribué positivement à la bonne relation selon les jeunes garçons sont les sacrifices et la bonne volonté des PDI et de la communauté hôte. De la même manière, la tolérance et la bonne cohésion des gens de la localité y a contribué, affirment les hommes âgés hôtes et les femmes âgées hôtes.

Par rapport à la liberté de déplacement, la majorité a dit être libre de se déplacer alors que pour les CVD c'est possible seulement sur de courtes distances en évitant le côté Nord-Ouest vers le Mali où il y a la présence des GANI. On souligne que **les jeunes filles, les femmes hôtes et les femmes PDI ne se déplacent pas librement car ils ont toujours peur.**

Dans le milieu rural, à *Youba*, la majorité des groupes consultés ne se sentent pas en sécurité dans leur zone et se sentent en danger et vivent tout le temps dans la peur. Les femmes âgées hôtes ont dit qu'elles vivent dans la peur permanente, ne dorment pas la nuit, et au moindre bruit se réveillent en sursaut. Contrairement aux groupes des femmes, les hommes âgés PDI et les hommes PDI ont dit qu'ils se déplacent librement, comme les hommes âgés PDI et les hommes hôtes se déplacent seulement partiellement. **Selon tous les groupes il n'y a personne moins en sécurité que d'autres car tous sont dans la même situation.** Par rapport aux problèmes de sécurité, en cas de danger, les jeunes filles, les jeunes garçons, et les CVD vont chez les FDS. Les femmes âgées PDI, les femmes PDI, les hommes âgés PDI s'adressent aux autorités locales de *Youba*. Pour ce qui concerne l'accès légale, la majorité a affirmé y avoir accès.

Tous les groupes consultés ont affirmé que la relation entre les PDI et la communauté d'accueil est bonne et qu'il y a une parfaite entente. Cependant, les hommes âgés PDI, ont affirmé qu'il y a une bonne relation même s'il y a toujours la méfiance de l'étranger. Ce qui a contribué à une très bonne relation c'est le dialogue, la solidarité et le pardon qui ont favorisé cette cohésion sociale, selon les femmes âgées PDI, les femmes PDI, et les hommes âgés PDI.

Par rapport à la liberté de déplacement, seuls les hommes ont dit pouvoir le faire à l'exception des hommes âgés PDI qui ont mentionné que le déplacement est limité pour celui qui n'a pas des documents d'identité. En revanche, tous les groupes de femmes se déplacent dans la peur de se faire attaquer ou agresser et vivent dans la peur et la paranoïa.

5.3.4. Est

A *Fada N'Gourma*, **seul le groupe des femmes se sent en sécurité dans leur zone** tandis que les jeunes garçons affirment qu'ils sont en sécurité mais leurs parents ne le sont pas. Les hommes affirment que les marchés à bétails, les domiciles, les voies sont attaquées quotidiennement avec d'énormes pertes en vies humaines et des dégâts matériels importants, laissant la population dans le désarroi et la psychose étant donné que le danger n'est pas loin de *Fada*. On remarque ici que l'association communautaire des populations hôtes a affirmé que les attaques répétitives contre les FDS et des populations civiles montre qu'aucune personne n'est à l'abri du danger qui avance à grand pas. A ces tueries s'ajoute un harcèlement quasi permanent des populations à travers des incursions dans les villages, des menaces et intimidations de tout genre. Les populations sont victimes de façon récurrente. Ils ajoutent que ces faits ont créé le désarroi des populations et entraîné des tensions sociales entre communautés qui s'accusent mutuellement de laxisme, de complicité avec les terroristes et de stigmatisation entraînant un repli identitaire. « *La communauté Peuhle est particulièrement ciblée à travers les exécutions extrajudiciaires que commettent certaines de nos FDS, les contrôles irréguliers des groupes d'autodéfense (Koglweogo et VDP) sur les axes routiers de Pama et Tanwalbougou dans la Province de la Komienga* », ajoutent les membres hôtes de l'organisation communautaire.

Selon les groupes consultés, les personnes moins en sécurité que d'autres (considérées telles seulement à *Fada*) sont les gens qui sont recherchées par les HANI pour être tuées (tous les groupes de femmes sont unanimes), les commerçants de bétail qui se déplacent de marché en marché alors que les axes routiers (*Fada-Pama-Fada- Matiacoali*) ainsi que, les conseillers municipaux et les leaders communautaires, les VDP et les Koglweogo qui sont particulièrement plus exposés par leur statut, sinon tout le monde est exposé au même titre et au même degré.

Quand il y a des problèmes de sécurité, dans le milieu urbain comme rural, la majorité a dit s'adresser à la Mairie, certains à la Gendarmerie, d'autres à la Police, alors que les jeunes filles vont chez leurs parents. L'Action Sociale a été aussi mentionnée par tous les groupes de femmes qui parlent aussi des ONG humanitaires. Par contre, les hommes hôtes ont dit qu'ils vont chez les VDP et les Koglweogo, considérés comme sources de protection et de sécurité. La majorité dit avoir accès au service légal.

Par rapport à la relation entre PDI et communauté d'accueil, la majorité a dit qu'il y a **une bonne relation** même si l'arrivée des PDI a augmenté le coût de la vie et il y a des difficultés de places pour la scolarisation des enfants ainsi que des besoins en eau, en logement et en vivres. La relation est une relation de peur et de méfiance selon la structure communautaire hôte et ce qui a contribué négativement à cette relation est la hausse de prix des locations du fait du déplacement massif de la population vers *Fada N'Gourma*, la rareté des points d'eau qui fait que chacun veut gagner avant l'autre et repartir, disent les jeunes filles PDI, les femmes PDI, et les femmes âgées hôtes, ce qui confirme que ce sont elles qui vont chercher les ressources naturelles et vivent les tensions plutôt que les hommes. Le manque de documents pour les PDI a été aussi mentionné. D'un autre côté, ce qui a contribué positivement c'est que la plupart des PDI a d'abord été accueillie et hébergée par la population hôte.

Pour ce qui concerne la liberté de déplacement, le mouvement de la population est limité à cause de la peur liée aux incidents de protection (enlèvements, assassinats, exécutions) et la population a peur d'être ciblée par les HANI, par les Koglweogo et les VDP qui font des contrôles irréguliers sur les voies, affirment les hommes. En dehors des femmes hôtes qui ont dit qu'elles ne se déplacent pas en sécurité, les autres groupes de femmes se déplacent en sécurité car il y a la police et la gendarmerie mais seulement pendant la saison sèche, pas en période hivernale, car la forêt est dense, et elles ont peur, disent les femmes PDI, ce qui signifie qu'elles vont souvent dans la forêt à la recherche du bois pour cuisiner. Les jeunes garçons sont en mesure de se déplacer librement à l'intérieur de la ville seulement. Personne n'ose s'aventurer dans les périphéries de peur d'être attaqué par les individus inconnus.

Contrairement à Fada N'Gourma, en milieu rural à *Diapangou* tous (sauf les jeunes garçons) ont dit se sentir en sécurité, même s'il y a des tensions existantes entre la population hôte et les PDI (les femmes PDI, filles jeunes), et qu'ils sont dans la peur parce qu'ils sont non loin des zones d'attaque (tous les groupes des hommes). Le couvre-feu décrété pour raisons sécuritaires, qui empêche de circuler et pratiquer librement les activités, a été nommé par tous comme cause de déplacements limités.

Les PDI, les personnes âgées, les femmes enceintes, les femmes, les enfants, les personnes qui vivent avec un handicap, les sans-abris, les leaders communautaires, les orphelins, et les veuves ont été mentionnées comme les personnes moins en sécurité dans la communauté. On remarque que seulement les femmes hôtes ont dit qu'elles se sentent en sécurité dans leur zone. **Dans le milieu rural, à la différence de la ville, tout le monde a dit de ne pas avoir accès aux services d'assistance légale.**

La relation entre les PDI et les communautés d'accueil est définie comme étant bonne mais des tensions pour les terres cultivables existent ce qui risque d'envenimer la relation entre les deux groupes à cause de l'insuffisance des ressources naturelles, ce qui confirme que les problèmes fonciers qui sont une réalité dans la région, sont sources de tensions intercommunautaires. Cependant, les personnes consultées reconnaissent que les populations hôtes ont tout partagé avec les PDI (terres, logement, vivres) ce qui a contribué à une bonne relation.

Les enfants se sentent en sécurité dans la zone d'accueil et affirment qu'il y a une bonne relation sociale entre les enfants PDI et ceux de la communauté d'accueil en ce sens que les enfants hôtes acceptent s'amuser avec eux.

5.4 BESOINS ET CAPACITES SPECIFIQUES

5.4.1. Sahel

A *Dori*, tous les PDI s'entendent à dire que leur expérience a été différente de celle des populations hôtes car du fait du déplacement, ils n'ont plus accès par ordre de priorité, aux moyens de subsistance, à l'éducation et que les femmes sont obligées de jouer un nouveau rôle de pourvoyeur pour le foyer. Les jeunes filles PDI se disent victimes d'exploitation, de maltraitance dans certaines familles où elles travaillent. **Les femmes âgées PDI disent avoir vécu l'expérience du déplacement plus difficilement car beaucoup d'entre elles sont mortes de fatigue ou de traumatisme** tandis que pour les hommes PDI, il leur est plus difficile de trouver du travail parce qu'ils ne sont pas chez eux.

Tous les PDI jugent que la réponse actuelle ne tient pas totalement compte des besoins tandis que les femmes âgées PDI précisent que la majorité n'en bénéficie pas, les jeunes PDI, que les besoins tiennent compte uniquement des adultes et les femmes PDI qu'elle ne tient pas compte des besoins réels des femmes (matériels de cuisine, eau, abris). Une adaptation de l'assistance et sa généralisation en incluant ces griefs ainsi que des AGR a été recommandé. Cependant, La plupart des PDI dit ne pas participer pas à des initiatives communautaires tandis que les femmes et les hommes PDI affirment y participer.

A *Djibo*, en dehors des hommes PDI qui n'évoquent aucune expérience spécifique, tous les autres groupes en ont fait état. Des spécificités dû au fait que les femmes n'ont rien pu emporter lors de leur fuite, qu'elles sont démunies et qu'elles jouent un nouveau rôle de pourvoyeur pour leur foyer sans compter les restrictions de déplacement auxquelles leurs maris font face.

Aucun groupe n'a jugé que la réponse tient compte des besoins et des capacités spécifiques des PDI. Les groupes proposent donc pour ce faire la réouverture des écoles ainsi que l'augmentation de leurs capacités d'accueil, l'offre d'assistance à tous les PDI et pour une majorité, l'augmentation de l'assistance ainsi que des dons en espèce pour tenir compte des spécificités de la vie en ville. Les femmes et hommes PDI disent participer aux initiatives communautaires comme le groupe de nettoyage des hôpitaux, de creusement du barrage de Djibo et de réparation d'une déviation. Par contre, les personnes âgées affirment ne pas y participer.

Aucun groupe de populations hôtes à *Dori* n'a vraiment pu décrire combien leur expérience est différente mais tous les groupes s'entendent à dire que la réponse ne répond pas aux besoins de la population hôte d'autant qu'ils ne reçoivent pas beaucoup d'assistance. En plus, les hommes âgés hôtes se sentent quotidiennement mis à l'écart en raison du fait qu'ils peuvent difficilement être utiles du fait de leur âge. **Ils trouvent que les rares réponses apportées tiennent uniquement compte des femmes et des enfants.** Tous les groupes recommandent donc une assistance pour les populations hôtes également, sans distinction de sexe ni d'âge. **On souligne que les femmes disent ne pas s'impliquer dans les initiatives communautaires, contrairement aux hommes (collecte de fonds, baptême, distributions).**

A *Djibo*, une majorité relative de groupes de populations hôtes a refusé de se prononcer sur la question des besoins spécifiques mais les femmes hôtes âgées ont évoqué leur nouveau rôle de pourvoyeur dans la famille tandis que les femmes hôtes se sont appesanties sur le fait qu'elles ne bénéficient pas de l'assistance, qu'elles assistent à une rupture de financement de leurs groupements depuis l'arrivée des PDI et qu'elles sont oubliées par l'État. **Pour les femmes, il faudrait remettre l'assistance aux femmes car elles veillent plus au bien-être de la famille et tenir compte des populations hôtes dans**

l'assistance. En dehors principalement des femmes et l'association qui disent participer aux initiatives communautaires (reboisement, réhabilitation de la mairie de Djibo, curage du barrage de Djibo, réparation d'une déviation), tous les autres groupes ne se sont pas prononcés sur le sujet.

Ce qui ressort à *Arbinda*, dans le milieu rural c'est que les femmes ont dit qu'elles ont besoin de tout (maison, hangar pour s'abriter, argent de popote ou sans savon) et que la réponse actuelle n'est pas suffisante. « *C'est vrai que les ONG nous donnent à manger, mais nous n'avons pas de quoi nous soigner ou acheter les biens élémentaires ou nous loger pour désengorger les familles hôtes* ». De plus, elles disent qu'elles doivent tout faire parce que leurs maris ne peuvent pas sortir, ce qui correspond au fait que les hommes sont ceux qui disent avoir peur de sortir et dans un tel cas de figure, ils ne peuvent plus subvenir aux besoins de la famille.

5.4.2. Centre- Nord

A *Kaya*, il ressort que la participation dans **la prise de décision est en fonction du sexe - les hommes priment toujours sur les femmes-, de l'âge - les adultes priment sur les enfants- et des autochtones sur les étrangers** et que les femmes PDI et les enfants n'ont jamais la parole, selon les femmes hôtes, les femmes âgées PDI, et l'association Le Bon Samaritain. Il ressort aussi que les humanitaires aident plus les personnes âgées, et les femmes et ignorent les besoins des jeunes (selon les jeunes garçons PDI et hôtes), des personnes âgées et des hommes (selon les hommes âgés hôtes et les hommes PDI). De l'autre côté, les femmes PDI affirment que « *en tant que femmes, il y'a des différences aux niveaux des besoins (besoins d'espace décents, sécurisés, des AME, des kits de dignité) et de nos capacités même quand on a la capacité financière ou d'agir, cela doit tenir compte de la volonté du chef de ménage même si ce dernier est absent* ».

Comme réponse à ces besoins selon les jeunes filles, il faudrait mettre un place un comité de jeunes tandis que pour les femmes et les hommes hôtes âgés, il faudrait tenir compte de la population hôte. L'autonomisation et implication des femmes dans l'évaluation des besoins du ménage et la mise en place des AGR pour les jeunes et leur formation sont évoquées par les femmes PDI et les jeunes garçons. Il faut souligner que les enfants ont parlé de leurs besoins et ont dit qu'ils n'ont pas accès à l'éducation primaire ni secondaire et qu'ils veulent reprendre le chemin de l'école car ils ont abandonné l'école à cause de leur départ inopiné du village. Ceux qui ne sont pas scolarisés disent qu'ils sont utilisés dans les activités économiques telles que les ventes et les travaux champêtres.

En dehors des femmes âgées PDI qui n'ont pas relevé de spécificités, tous les autres groupes de PDI de *Kongoussi* ont jugé leur situation différente en raison de leurs nouveaux besoins du fait du déplacement et du fait de l'assistance qui n'est pas reçue par tous. Tous les groupes estiment que la réponse actuelle ne tient pas compte des besoins tels que l'alimentaire, la santé, l'hygiène, matériel de protection, et cash transfert et des petits besoins des personnes âgées (tabac par exemple) et qu'il n'y a pas des cadres de concertation. A part les femmes PDI et les femmes âgées PDI, tous les autres groupes ont dit participer à des initiatives communautaires tels que les travaux d'intérêt général (arrangement de routes, nettoyage de services publics).

Les groupes de populations hôte n'ont pas fait cas d'une expérience spécifique hormis les hommes hôtes âgés qui ont souligné qu'ils ont besoin d'assistance au même titre que les PDI car ils sont aujourd'hui économiquement vulnérables. Tous ont plutôt insisté sur leurs besoins mais seules les femmes hôtes ont bien exprimé le fait que la réponse actuelle ne prend pas en compte leurs besoins spécifiques. Elles proposent en même temps que les hommes, d'associer et de consulter la communauté hôte. Hormis les femmes hôtes âgées qui ne se sont pas exprimées, tous les groupes ont dit participer à des initiatives communautaires de la même nature que pour les PDI mais en y incluant les événements sociaux.

La majorité des groupes PDI à *Barsalougho* a reconnu avoir un vécu différent en fonction des personnes, du sexe ou du statut de PDI tandis que les Jeunes filles PDI ne se sont pas prononcées sur le sujet. La plupart des auditeurs affirme que la réponse tient compte des besoins en partie et parfois seulement des capacités. Les femmes âgées PDI demandent donc notamment à être associées à la prise de décision tandis que les hommes âgés PDI demandent à l'Etat de tenir compte de leur désir de retour et de les y aider. La majorité dit participer aux initiatives communautaires respectivement dans le comité de protection, les visites des organisations communautaires et humanitaires, ensuite aux sensibilisations organisées par le comité de protection et enfin en tant que membre du comité de protection. Les femmes âgées PDI disent ne pas y participer tandis que les jeunes filles PDI et les hommes PDI n'ont pas donné de réponse.

La majorité de groupes hôtes juge qu'ils ont une expérience différente en raison de leur sagesse du fait de l'âge, de leur statut de chef et responsable d'une famille, du fait de leur position de communauté d'accueil, selon les personnes et du fait de leur regroupement en association. Tous les groupes s'entendent à dire que la réponse tient compte des besoins des PDI et pas du tout des population hôtes. Les femmes hôtes âgées recommandent leur implication et les hommes hôtes âgés que les humanitaires prennent en compte les populations hôtes qui ont les mêmes préoccupations que les PDI. La plupart des groupes de populations hôtes affirme participer aux initiatives communautaires au niveau de la Mairie et avec les CVD sans toutefois citer d'initiatives précises tandis que les femmes hôtes âgées et les hommes hôtes n'y participent pas. Les derniers affirmant que c'est parce qu'ils n'ont pas de comité de protection qui leur soit propre. Les jeunes garçons et filles n'ont pas fourni de réponse.

Tous les PDI à *Bourzanga* s'entendent à dire que leur expérience a été différente pour une majorité parce que les hommes sont la principale cible des attaques, viennent ensuite la vie rendue plus difficile du fait du déplacement, le manque de logement et de site, de protection et pour finir, la situation des veuves. Tous les groupes sont aussi unanimes à dire que la réponse actuelle tient compte des besoins mais demeure insuffisante car d'autres besoins restent insatisfaits tels que les dons en espèces pour une petite majorité, les besoins vestimentaires et de loyer, les AGR et les condiments. Il ressort des discussions que ce sont les hommes PDI qui participent aux initiatives communautaires car ils s'organisent tant bien que mal avec les ressources limitées pour l'entretien du site, la distribution des kits et afin de communiquer les informations reçues aux PDI. Les femmes et femmes âgées PDI ne participent pas. La majorité de groupes hôtes estime avoir des besoins spécifiques dans la mesure où ils étaient victimes d'insomnies pendant les périodes difficiles car inquiets pour leurs enfants, petits-enfants et pour eux-mêmes. Ils pensent que la réponse n'est pas fonction de leurs besoins puisque ne bénéficient

pas de colas ni d'un peu d'argent pour les petits besoins. En plus de remédier à cela, les femmes âgées hôtes préconisent le dialogue et la sensibilisation pour la cohabitation pacifique. Tous les groupes de populations hôtes disent participer à des initiatives communautaires à travers des idées qu'ils proposent et la formation de groupes de solidarité à l'exception d'une partie des femmes âgées hôtes qui ne participent à aucune activité car elles n'en ont pas la force.

A *Tougouri*, les femmes hôtes affirment qu'elles ne reçoivent pas d'appui tandis que les femmes PDI en reçoivent régulièrement. **Le reste des groupes de la communauté hôte dit également ne rien recevoir comme aide humanitaire.** De l'autre côté, les femmes PDI sont vues différemment au sein de la communauté et les femmes âgées hôtes disent qu'elles, en tant que femmes âgées, n'ont pas accès facilement aux vivres. Il en va de même pour les personnes vivant avec handicap qui ne sentent pas non plus considérées.

Il ressort de façon quasi-générale que la réponse actuelle ne tient pas totalement compte des besoins et capacités spécifiques des populations. Pour que la réponse puisse tenir compte de leurs besoins, il faudrait aider les hôtes parce qu'actuellement ils sont dans la même situation et créer des centres de formation, des AGR, scolariser les enfants et aider les PDI avec du cash. Les femmes âgées PDI ont dit qu'elles préfèrent « *le mil et le sorgho à la place du riz et du maïs* », ce qui suggère que les actions humanitaires parfois n'ont pas tenu compte de la volonté et des préférences des personnes affectées.

Par rapport aux besoins spécifiques, les enfants ont dit qu'ils accèdent difficilement aux ressources de survie, que des enfants sont privés de la scolarisation parce que les parents ne disposent pas de moyens financiers suffisants, que beaucoup d'enfants n'ont pas pu étudier parce qu'ils sont arrivés en cours d'année interrompant ainsi leur scolarité. Ils ont besoins de fournitures scolaires, de moustiquaires, et qu'on augmente les salles de classe pour la rentrée prochaine, qu'on ajoute des enseignants, besoin de cantines scolaires et d'être équipés en sanitaire. Ils ont aussi dit « *qu'on nous rétrograde aux classes inférieures soi-disant que nous n'avons pas le niveau* ». En plus, les enfants et les jeunes déplacés internes ont dit avoir développé des stratégies de survie telles que les travaux champêtres, les travaux dans les mines, la blanchisserie et la vente ambulante. Cette dernière activité oblige souvent les enfants à parcourir de longues distances à pied. Certains s'en sont plaints.

5.4.3. Nord

A *Ouahigouya*, pour ceux qui concerne les besoins spécifiques, les hommes âgés PDI perçoivent que leur âge avancé fait qu'ils sont des personnes un peu fragiles dans la communauté. Les jeunes garçons ont des difficultés à avoir un emploi stable et bien rémunéré pour soutenir leurs familles et les femmes PDI affirment que les hommes se déplacent beaucoup plus facilement, tandis qu'elles sont obligées de rester seules avec les enfants et les difficultés. Les femmes âgées PDI ont affirmé avoir peur de voir leurs enfants et petits-enfants être assassinés, et affirment que beaucoup d'entre d'elles se sont retrouvées seules. « *Notre difficulté est essentiellement la peur d'être victimes de SGBV car nous vivons dans la promiscuité avec des hommes que nous ne connaissons pas avant* » disent les jeunes filles et les femmes hôtes, dont la difficulté est essentiellement de bien nourrir leurs enfants, car leurs maris n'ont plus assez de ressources pour survenir à leurs besoins.

A *Youba*, les femmes hôtes ont dit avoir besoin des AGR, alors que les hommes âgés, hôtes et PDI, ont affirmé que leur âge fait qu'ils sont écoutés, contrairement en milieu urbain. Les jeunes filles ont peur d'être victimes de SGBV car elles vivent dans la promiscuité avec des hommes qu'elles ne connaissaient pas avant, qu'elles ont des difficultés à trouver des emplois stables et bien rémunérés et des problèmes pour prendre en charge leurs parents qui comptent sur eux. Les hommes PDI et les CVD affirment qu'ils manquent de moyens financiers et ont demandé à ce que les autorités les aident à rentrer en possession de leurs biens.

La réponse actuelle à Ouahigouya a été jugée insuffisante, selon la majorité des groupes. De l'autre côté, les femmes âgées PDI, les jeunes filles, et les hommes âgés hôtes affirment que la réponse actuelle tient compte de leurs besoins, mais les besoins restent énormes. Ce qui pourrait être fait c'est l'augmentation des rations alimentaires, car la nourriture ne suffit pas (Jeunes garçons, jeunes filles, hommes PDI), faire des formations pour les jeunes (jeunes garçons), assister les femmes et les enfants (femmes PDI), faire des concertations en communauté (hommes âgés PDI). On souligne que parmi les 11 enfants PDI consultés seulement trois (3) enfants vont à l'école. De l'autre côté, à *Youba*, la réponse actuelle tient compte des besoins, mais on souhaite que l'aide soit revue à la hausse affirment les jeunes filles, les jeunes garçons, et les hommes PDI, alors que pour les hommes âgés PDI et les hommes hôtes, la réponse actuelle ne prend pas totalement en compte leurs besoins ni par rapport à l'âge, ni par rapport au genre. Ce qui pourrait être fait c'est « *prendre en compte la spécificité de notre âge dans l'assistance* » disent les hommes âgés PDI, et donner plus d'assistance en vivres (hommes hôtes). Par rapport à leurs besoins spécifiques, les enfants ont dit que tout le monde ne va pas à l'école depuis qu'ils sont arrivés dans la zone d'accueil.

5.4.4. Est

A *Fada N'Gourma*, les jeunes filles disent qu'elles n'arrivent plus à aller à l'école et que leurs parents leur demandent maintenant de les aider à vendre les fruits et légumes pour subvenir à leurs besoins. « *Nos parents peuvent nous donner en mariage facilement* » ajoutent-elles. En tant que femmes, « *nous sommes les plus victimes car soit ce sont nos enfants, soit ce sont nos maris qu'on tue, nous sommes beaucoup affectées* » affirment les femmes PDI. Selon les femmes hôtes, elles ont des besoins spécifiques car tout retombe sur elles dans les tâches ménagères, comme par exemple la recherche d'eau. Les femmes âgées PDI, de l'autre côté disent avoir moins d'opportunité que les femmes hôtes. « *En tant que personnes âgées et PDI nous sommes plus exposées aux incidents de protection comme la famine, le manque de logements* », affirment les hommes âgés PDI, alors que les hommes hôtes affirment avoir certains besoins liés à la nourriture et aux logements car les populations hôtes sont les premières à accueillir les populations déplacées internes en leur ouvrant les portes de leurs greniers et de leurs maisons.

A *Diapangou*, les jeunes PDI sont moins avantagés que les jeunes de la population hôte sur le plan scolaire, des activités et des conditions de vie en général. Le changement de la qualité et la quantité des repas avec l'arrivée des PDI (hommes hôtes), a été mentionné ainsi que l'accès limité à l'eau potable, l'insuffisance des vivres et parfois les hommes dorment dehors pour laisser la place aux femmes et aux enfants dans les maisons (hommes âgés PDI). Dans le milieu rural aussi la communauté hôte affirme ne pas recevoir de l'aide humanitaire, alors qu'elle est dans la même situation de pénurie des ressources naturelles.

La réponse actuelle, selon les groupes consultés dans la Région de l'Est ne garantit pas une entière satisfaction à tous. Il faudrait organiser un dialogue franc, inclusif entre les fils et filles pour le vivre-ensemble, la cohésion intercommunautaire pour la paix, dit la structure communautaire hôte. Les populations hôtes n'ont jamais été impliquées dans les prises de décisions afin qu'elles puissent dire leurs préoccupations, affirment les hommes hôtes. Ce qu'il faudrait faire c'est de permettre aux participants lors d'un dialogue de mieux appréhender les mécanismes administratifs et juridiques de règlement des conflits communautaires et d'en saisir les avantages et inconvénients (structure communautaire hôtes), consulter tout le monde et distribuer l'aide de façon proportionnelle (hommes âgés hôtes), identifier les principaux conflits qui minent la cohésion sociale et leurs potentielles causes (structure communautaire hôtes), mettre en place des AGR pour les PDI (femmes âgées hôtes), et que l'Etat restaure son autorité pour protéger les populations et leurs biens car il est le premier responsable de la protection des populations où qu'elles vivent (hommes PDI). Les enfants souhaitent avoir la place à l'école, que leurs parents puissent prendre en charge leurs frais de scolarité, et qu'ils aient des vivres et des vêtements. Ils ont fait la remarque qu'ils ne participent pas à des initiatives communautaires.

5.5 SOLUTIONS DURABLES

5.5.1. Sahel

A *Dori*, les adultes ne pensent pas pouvoir rentrer chez eux tandis que les plus âgés et les jeunes filles conditionnent leur retour à la stabilisation de la situation sécuritaire. Les hommes PDI suggèrent donc en attendant, une dotation en abris pour qu'ils puissent libérer les familles d'accueil ainsi que des AGR. Les femmes PDI envisagent une dégradation de la situation des PDI sans assistance surtout alimentaire.

Sur le court terme, la majorité des PDI pense qu'une amélioration de la situation sécuritaire permettra leur retour dans leur localité d'origine tandis que les plus âgés voient plutôt une intégration dans la zone d'accueil. Pour ceux qui envisagent de rester, il s'agira d'abord de créer des sources de revenus et ensuite de dégager un site et inclure la population hôte dans l'assistance pour faciliter la cohabitation pacifique. Les jeunes garçons PDI proposent pour le retour, de renforcer la sécurité et d'offrir une aide au retour. Les populations hôtes de leur côté n'envisagent pas une détérioration des relations entre PDI et populations hôtes. Tout le monde est unanime pour dire que cela devra toutefois s'accompagner d'activités de sensibilisation sur la cohésion sociale pour les PDI et les populations hôtes et une sensibilisation des PDI sur leurs droits et devoirs et sur la vie en société ainsi que des appuis financiers pour leur permettre de mener des AGR. Sur le long terme, les personnes âgées se sont attardées sur l'impact négatif de l'accueil des PDI sur les ressources telles que la terre, l'inflation du coût de la vie et sur le fait que la ville s'est remplie de personnes dont les intentions ne sont pas toujours connues. Elles recommandent par ailleurs de trouver des maisons pour les PDI et de prendre également en compte la population hôte dans l'assistance.

A court terme, la majorité des PDI à *Djibo* formule le vœu d'un retour chez eux tandis qu'une partie des femmes PDI évoque la sécurisation des zones de retour par les FDS et la dotation des populations en armes. Si le retour n'est pas possible, les hommes âgés PDI évoquent la nécessité de terre, d'emplois et d'écoles. Sur long terme, les adultes PDI se sont appesantis sur les mesures qui devraient être prises au cas où le retour n'est pas possible. Il s'agit du règlement des questions d'eau et d'éducation, le renforcement des services sociaux de base, les AGR, la mise à disposition de parcelles, la cohabitation pacifique avec la création d'initiatives PDI-Populations hôtes. Comme impact, la majorité des hôtes à Djibo, évoque l'augmentation des difficultés comme la cherté et la rareté des denrées alimentaires et les problèmes d'eau. Viennent ensuite le manque de bois de chauffe et de fourrage pour les animaux, la chute des activités économiques et le départ des opérateurs économiques. Les femmes par contre, sont plus optimistes et tablent sur des conditions favorables au retour des PDI.

Sur le long terme et en l'absence de possibilité de retour, la majorité évoque la nécessité d'une assistance humanitaire qui puisse aussi inclure les communautés hôtes, et d'autres mesures comme appuyer les PDI avec des AGR, organiser des formations socioprofessionnelles, créer des infrastructures éducatives et consolider les relations positives entre les PDI et communauté d'accueil.

Pour ce qui concerne le milieu rural, à *Arbinda*, la majorité des personnes consultées PDI a dit qu'elle ne peut pas continuer à vivre dans la situation actuelle. Ainsi, les femmes PDI affirment que c'est « l'enfer » et souhaitent à court et long terme rentrer chez eux mais à condition qu'il y ait la sécurité et qu'ils aient même des armes. Pour la majorité des communautés hôtes à court et long terme, il faut trouver des logements et plus de nourriture, créer plus de points d'eau et de centre de santé et des AGR. Si les PDI restent à Arbinda, il faudrait plus de cohésion sociale et tenir compte du fait que la pauvreté des populations va aller croissant, selon la majorité de la communauté hôte.

5.5.2. Centre- Nord

A *Kaya*, quand on a demandé aux personnes consultées comment elles voient leur situation à court terme, la majorité a dit qu'elle va rester dans la zone d'accueil, tandis que d'autres ont dit qu'il y aura insuffisance de vivres, et d'eau (femmes hôtes âgées), le ralentissement des activités commerciales (femmes hôtes), la saturation des services sociaux de base comme les écoles, et les centres de santé (femmes hôtes), il y aura plus d'accidents (hommes hôtes) et des problèmes de logements et de santé (hommes hôtes), mais aussi le retour, du fait du coût élevé des loyers et des denrées alimentaires

(organisation communautaire *Réseau des femmes leaders*, jeunes garçons). Les hommes âgés hôtes ont dit qu'ils n'ont plus de liberté d'expression car ils sont obligés de faire attention à tout ce qu'ils disent, ce qui signifie qu'il y a un climat de méfiance entre les communautés mêmes. Ils soulignent aussi que l'éducation des enfants hôtes est impactée par celle des enfants PDI et que leurs animaux ravagent leurs champs, sans compter que la circulation routière est devenue plus dangereuse car les PDI semblent ignorer le code de la route, ce qui représente des sources de tensions.

De l'autre côté, à long terme, la majorité veut retourner dans leur zone d'origine mais avec des conditions pour le retour, notamment la présence des FDS, la réhabilitation des maisons, des services sociaux de base et des moyens de subsistance, des mesures d'accompagnement ainsi que des formations pour qu'ils soient capables de se défendre en cas d'attaque. Les enfants aussi veulent rentrer chez eux pour aller à l'école et retrouver leurs amis. Les femmes âgées hôtes affirment qu'à long terme, il y aura la dégradation du climat social dans leur communauté et ils seront obligés d'arrêter de les aider selon les jeunes garçons hôtes.

Si les communautés déplacées doivent rester dans la zone d'accueil, il faudra prendre des mesures spécifiques pour soutenir les relations positives entre les communautés déplacées et les communautés d'accueil et tenir compte des besoins des communautés hôtes, apporter une assistance à ceux qui sont dans le besoin et assurer leur implication dans la prise des décisions, affirment les femmes PDI, les hommes âgés hôtes, et les hommes PDI. De l'autre côté, « *il faudra aussi aider les déplacés à avoir accès aux terres* » disent les femmes PDI, les hommes hôtes, les hommes âgés hôtes. Des AGR pour les déplacés et les populations hôtes sont évoquées par les hommes hôtes et des dialogues pour ramener la sécurité par les hommes PDI. Les jeunes hôtes et PDI souhaiteraient avoir des AGR pour que la jeunesse des deux communautés puisse avoir des sources de revenus. L'association Le bon samaritain affirme aussi qu'il faudrait remplacer le bois de chauffe par le gaz tandis que selon les femmes âgées hôtes, il faudrait cultiver la tolérance et la franchise dans les rapports personnels. Les enfants veulent « *que le gouvernement rétablisse la sécurité chez nous au village pour qu'on rentre à la maison* ». **Si la majorité des groupes veut retourner chez eux, on note qu'ils savent que sans des conditions précises, ils ne peuvent pas le faire.**

Les Femmes PDI à *Kongoussi* estiment qu'à court terme leur vie ne ressemblera à rien ou sera difficile parce qu'il y a beaucoup de problèmes et moins d'espoir et que la vie deviendra très dure avec la cherté de la vie. Elles proposent de disponibiliser des terres cultivables, des maisons, des latrines et des emplois pour les jeunes. Tous les hommes en particulier, évoquent le souhait de retourner chez eux. Mais ils disent tous, en accord avec les femmes âgées PDI, que si la situation sécuritaire ne change pas, il faudrait des terres pour une installation définitive, une prise en charge psychologique, du cash pour la résolution des urgences, la construction d'une citée pour les PDI, des AGR pour la grande majorité et du soutien pour les malades chroniques. Seules les femmes PDI ont évoqué avec une certaine assurance, une stabilisation à long terme permettant un retour chez elles.

Tous les groupes de populations hôtes de *Kongoussi* ont évoqué l'impact négatif de l'accueil des PDI tels que les problèmes sociaux comme le banditisme, la prostitution et le chômage des jeunes. A cela s'ajoute l'insuffisance des habitations, des AME, le problème d'hygiène et d'assainissement et les ressources naturelles qui se raréfient. A long terme selon les hommes hôtes âgés, il sera très difficile pour eux de continuer à apporter de l'assistance aux PDI car ils sont déjà épuisés. Toutes les ressources vont s'amenuiser et les tensions vont naître surtout sans une bonne gestion des interventions humanitaires. L'implication de tous pour un travail de prévention est demandée ainsi que la sensibilisation, le dialogue social et la création de cadres de concertations et de gestion des litiges

Dans le milieu rural, à *Tougouri*, à court terme, la coupe abusive du bois, le manque de logements, la cherté de la vie, les besoins en AGR et des terres pour se loger et cultiver, ont été évoqués parmi les principales difficultés, ainsi que l'accroissement de la population, la pauvreté, la réduction des terres cultivables, le retour des PDI (même à court terme), difficulté dans les relations entre les PDI et communautés hôtes, insécurité alimentaire, l'accroissement de la peur et le besoin de recevoir l'aide humanitaire. On remarque que les jeunes filles ont dit qu'elles n'ont pas d'informations et que « *tout dépend de nos parents, s'ils décident de repartir ou de rester nous les suivons que ça soit à court ou à long terme* », ce qui suggère qu'elles ne sont même pas consultées et que leur volonté n'est pas considérée.

Par rapport à la situation sur le long terme, les personnes consultées ont dit qu'il y aura surpeuplement, des maladies et qu'elles vont retourner chez elles mais **seulement** s'il y a la sécurité et l'appui du Gouvernement et des ONG pour reconstruire leurs villages. De plus, à long terme, la situation sera encore plus compliquée à cause du manque de logements et des champs pour cultiver selon les femmes et hommes hôtes âgés. Tous les enfants ont dit qu'ils veulent rentrer chez eux mais que pour faire cela il faudrait que les FDS soient présents dans leur village et que le Gouvernement dialogue avec les groupes armés.

Avec les PDI de *Barsalogho*, il ressort des discussions qu'à court terme, les vues vont de l'incertitude, à la quiétude en passant par le statut quo. Cependant, tous sont unanimes à dire que si la situation perdure et qu'ils ne peuvent pas rentrer chez eux, ce sera difficile à long terme car ils auront toujours besoin d'aide et ils se demandent si l'aide pourra se poursuivre. Les questions de retour ont plus été évoquées sous forme de souhait mais la majorité a surtout insisté sur les mesures qui devraient leur permettre de vivre dans leurs localités d'accueil si le retour n'est pas possible. Ils ont ainsi proposé par ordre de priorité : **l'aide humanitaire pour tous y compris les populations hôtes** qui commencent à les indexer, de l'emploi/AGR pour les PDI et leur sensibilisation sur les comportements à adopter vis-à-vis des populations hôtes. Les jeunes garçons ont simplement exprimé leur désir que tout redevienne comme avant. En cas de retour possible, ils demandent que les localités d'origine soient sécurisées et qu'une aide à la reconstruction ou au retour leur soit octroyée.

De l'autre côté, les populations hôtes se sont largement exprimé et elles sont unanimes sur l'impact négatif sur les ressources en eau, la disponibilité des vivres et des terres pour les cultures ou l'élevage sur lesquels des PDI sont installés, sur la déforestation conséquence de la coupe abusive de bois par les PDI et sur le fait que la présence des PDI a rendu la vie chère. Ils ont également relevé le fait que la situation devenait difficile pour les familles d'accueil

qui hébergent des PDI et ont affirmé que si rien n'était fait, leur localité ferait face à la famine à court terme puis à une pauvreté aggravée **qui les obligerait à se déplacer à leur tour pour pouvoir bénéficier d'une assistance en tant que PDI.**

Tous les PDI à *Bourzanga* sont unanimes sur le fait qu'à court terme la vie sera difficile en déplacement, personne n'ayant évoqué un retour à bref délai. Ils recommandent la prise en charge effective des déplacés et des hôtes en satisfaisant les besoins spécifiques de chacun, des logements, des forages, des latrines, des moyens financiers et prendre des mesures pour la cohabitation pacifique. A long terme, tous affirment vouloir retourner dans leurs localités d'origine mais il faudrait que la sécurité soit renforcée avec les FDS et l'aide des VDP, la vigilance des populations et l'allocation des fonds pour la reconstruction des zones de départ. Tous les groupes de populations hôtes évoquent des questions de hausse de la population, d'occupation des champs et des réserves par les PDI pour la construction de maisons.

A court terme, la majorité estime que la vie sera difficile même si les relations sont actuellement bonnes avec les PDI car ils risquent d'être étouffés surtout en l'absence d'initiatives permettant d'accroître les ressources.

5.5.3. Nord

A *Ouahigouya*, à court terme, la majorité a dit rester dans la zone d'accueil car il n'y a pas la sécurité dans leurs zones d'origine sinon elle ne veut pas abuser de l'hospitalité de la population hôte (femmes PDI). De la même manière, certains parmi les jeunes garçons, veulent rester car ils sont intégrés, ils ont eu des champs et du travail mais ils ont besoin des AGR pour y rester. Les femmes aussi ont affirmé que si elles arrivent à bien s'intégrer et à mener des activités rémunératrices elles vont y rester. Les femmes âgées PDI veulent rester car elles sont bien intégrées. On remarque que les hommes hôtes, et les femmes âgées hôtes demandent l'amélioration de leurs conditions de vie impactées par l'arrivée des PDI.

Par rapport à la situation à long terme tous les groupes consultés veulent retourner chez eux mais seulement si la paix et le calme reviennent.

A *Youba*, à court terme, certaines personnes consultées ont dit qu'elles ne voient pas de changement (femmes hôtes âgées, femmes âgées PDI, femmes PDI, hommes âgés PDI, CVD) et qu'elles resteront mais la vie va être plus chère, la nourriture n'est déjà plus suffisante, il y aura plus de promiscuité, manque de latrine et une difficile cohabitation. De l'autre côté, certains ont affirmé qu'ils souhaitent repartir chez eux si la situation s'améliore, car ils ne veulent pas abuser de l'hospitalité de la population hôte, étant donné que certains d'entre eux ont quitté leurs maisons pour que les PDI puissent s'abriter (jeunes filles et jeunes garçons PDI, hommes PDI).

Par rapport à la situation à long terme, et de même qu'en milieu urbain, tous les groupes consultés veulent retourner chez eux mais seulement si la paix et le calme reviennent.

Dans les deux milieux, urbain et rural, si les PDI vont rester dans la zone d'accueil, elles ont même dit que l'Etat doit aménager des sites pour les PDI et leur trouver des terres à cultiver et des terrains pour qu'elles s'installent. La création des AGR aussi revient ainsi que l'augmentation de l'aide multiforme - vivres, habitations, soins de santé entre autres -, et la création des cadres de concertation entre population hôtes et PDI. Ce qui attire l'attention est que des enfants ont dit qu'ils « ne savent rien tant que les Peulhs ne quittent pas notre région » ce qui indique que même parmi les enfants il y a une stigmatisation des Peulhs. Tous les enfants PDI consultés espèrent pouvoir rentrer chez eux, car ça veut dire retourner à l'école.

On remarque que les questions de terres et de la création des AGR sont les plus récurrentes et urgentes dans la Région Nord.

5.5.4. Est

A *Fada N'Gourma*, pour ce qui concerne la vision de leur situation à court terme, les personnes consultées ont dit que les populations déplacées internes ne pourront plus supporter leur charge et souffrance relative aux conditions de vie précaire et qu'il y aura des bagarres, et donc elles repartiront dans leurs localités respectives. Le manque de logements, la hausse du prix denrées de première nécessité, les dégâts champêtres, le manque des AGR et des ressources naturelles, sont les principales préoccupations à court terme.

A long terme, les PDI et les populations hôtes vont souffrir de famine vue leur nombre qui ne cesse de croître, tandis que les jeunes filles sont convaincues qu'elles abandonneront totalement l'école et se marieront. Si la situation ne change pas tous vont mourir, affirment les femmes âgées hôtes. Le manque de places pour les élèves PDI, les conflits fonciers qui opposent déjà les PDI et les communautés hôtes, avec la délinquance juvénile, la déscolarisation, et la pauvreté sont les perspectives données par les personnes consultées pour leur situation à long terme.

A *Diapangou*, dans le milieu rural, à court terme, et contrairement au milieu urbain, la majorité veut rester dans la zone d'accueil, jusqu'à ce que la sécurité et la paix reviennent dans leur zone d'origine. Cependant, le changement de leurs repas quotidiens en qualité et quantité, les logements surchargés, l'insuffisance de terres cultivables, le manque de logements, la hausse du prix des denrées de première nécessité, les dégâts champêtres, le manque des AGR et des ressources naturelles, sont aussi les principales préoccupations des perspectives à court terme.

A long terme, si les populations PDI veulent rentrer chez eux dans la mesure où il y aurait la sécurité, les communautés hôtes affirment néanmoins que la situation de vie des jeunes sera dégradée et favorisera la délinquance juvénile, il y aura la déscolarisation massive dans la zone, des maladies, la famine, les tensions sociales, et problèmes de logement, pauvreté, maladies, manque d'hygiène et la mauvaise cohabitation à cause de la lutte pour les moyens de subsistance. On remarque que les jeunes filles considèrent qu'elles seront exposées à beaucoup de risques de viols, mariages forcés, déscolarisation, exploitation. **A court et à long terme le problème foncier va toujours persister si rien n'est fait.**

Dans la Région de l'Est, si la population PDI va rester dans les zones d'accueil, ce qui devrait être fait c'est de mettre en place des mesures d'accompagnement des jeunes de la part du gouvernement et des organismes humanitaires, augmenter les logements et AME, créer des AGR et garantir la cohésion sociale, il faudrait garantir l'approvisionnement en eau potable et autres ressources naturelles.

Les enfants de la communauté hôte ont affirmé que l'arrivée des enfants PDI a causé un impact dans leurs conditions de vie habituelles et cela se manifeste par la diminution de leurs repas journaliers et le manque d'attention des parents.

5.6 COORDINATION

5.6.1. Sahel

A Dori, Djibo et Arbinda, tous, sauf une partie des PDI affirment qu'ils n'ont aucune idée de ce qui se passe avec les organisations humanitaires mais disent ressentir qu'il y a une bonne coordination à cause de la synergie d'actions entre plusieurs intervenants sur le terrain. Par contre, la majorité des groupes des hôtes trouve qu'il est difficile de se prononcer mais, par le fait que ce sont les mêmes personnes qui bénéficient de l'assistance, certains doutent de l'efficacité de la coordination. Les hommes hôtes âgés, en raison du suivi dans le travail des différents intervenants, supposent tout de même une bonne coordination tandis que les femmes et hommes hôtes estiment pour leur part que tous les projets se coordonnent d'autant plus que tout est centralisé au niveau de l'Action Sociale.

5.6.2. Centre- Nord

Pour ce qui concerne la coordination entre les organismes humanitaires, dans le milieu urbain de Kaya, la majorité a dit que les structures coordonnent et communiquent efficacement les uns avec les autres car l'assistance est variée. De l'autre côté, les femmes hôtes âgées, les hommes âgés PDI, les hommes âgés hôtes, et les jeunes garçons disent qu'ils ne savent pas car ils ne sont pas assistés par les organismes humanitaires. En effet, **les hommes, les garçons et les personnes âgées ne sont pas ciblées par les organismes humanitaires**. Toutefois, selon les hommes PDI, « *les organismes humanitaires collaborent difficilement et il y'a le favoritisme entre les agents de ces organismes et certains autres PDI* ». Les enfants ont tous remercié les humanitaires pour les aides et le soutien qu'ils leur apportent.

Seuls les hommes âgés de Kongoussi trouvent qu'il y a coordination même si souvent les aides ne leur parviennent pas tandis que les hommes PDI ne savent pas et que tout le reste des groupes répond par la négative parce que les critères ne sont pas les mêmes. Il est proposé de créer des cadres de concertation entre les organisations et d'élaborer un plan d'assistance pour ne pas mener les mêmes activités sur le terrain.

Les positions sont partagées chez les hôtes qui répondent non ou ne savent pas. Les femmes hôtes justifient cela par le fait que ce sont les mêmes individus qui bénéficient de toutes les interventions.

Dans le milieu rural, à Tougouri, la majorité a dit qu'ils coordonnent et communiquent efficacement les uns avec les autres car les distributions ne se font pas au même moment ou le même jour et les aides sont différents. De l'autre côté, seulement les groupes de femmes ne savent pas répondre car elles ne connaissent pas les organismes humanitaires et ne sont pas ciblées par eux, alors que les jeunes garçons et les femmes âgées hôtes disent qu'il n'y a pas de juste équilibre. Pour les femmes PDI, la coordination est insuffisante parce qu'il y a des PDI qui reçoivent doublement tandis que d'autres n'ont rien. De la même manière, pour le Réseau de Femmes Leaders, le travail est mal organisé sur le terrain car certains PDI ont été recensés doublement pendant que d'autres pas. Les jeunes garçons suggèrent pour améliorer la coordination, d'échanger avec les PDI afin de connaître leurs besoins réels à court et à long terme. Les enfants ont tous remercié les humanitaires pour les aides et le soutien qu'ils leur apportent.

La majorité des participants PDI à Barsalogho a estimé que les organisations humanitaires coordonnent et communiquent efficacement les uns avec les autres sur la base du fait que malgré le nombre des intervenants sur un même site, ils n'ont pas noté de problèmes entre les acteurs. Les jeunes garçons ne se sont cependant pas prononcés sur la question. Idem pour les hôtes à l'exception des hommes hôtes qui disent n'avoir pas d'informations mais au vu des résultats du travail des intervenants, pensent qu'ils se coordonnent.

Une partie des PDI à Bourzanga pense qu'il y a une coordination. Une autre affirme le contraire parce que les recensements ne sont pas planifiés, que certains PDI reçoivent doublement tandis que d'autres ne reçoivent rien ou parce que les PDI souffrent toujours et courent partout pour chercher de l'aide.

A l'exception d'une partie des femmes hôtes âgées, tous les autres groupes estiment qu'il n'y a pas une bonne coordination parce que pour eux leurs fils et ceux des PDI cherchent tous les jours à se faire enregistrer en vain ou parce que certains reçoivent doublement les dons tandis que d'autres restent bredouilles.

5.6.3. Nord

A Ouahigouya et Youba, la majorité des groupes consultés a dit qu'ils communiquent mais il faut qu'ils fassent des efforts pour prendre véritablement en compte toutes le PDI. La coordination est évidente car il y a de multitude actions, même si une amélioration serait mieux et qu'ils souhaitent qu'ils coordonnent davantage. Seuls les jeunes garçons ont dit qu'ils ne sont pas toujours bien consultés. Pour les enfants, « *le travail des organisations est bon car ils nous donnent des jouets* ».

5.6.4. Est

Dans le milieu urbain de la Région de l'Est, à Fada N'Gourma, certains (les hommes en majorité) affirment qu'ils ne savent pas comment fonctionnent les ONG entre elles car ils ne reçoivent pas de l'aide. Ils ne coordonnent et ne communiquent pas assez car il y a des dépenses faites par les organisations

humanitaires pour les logements alors qu'elles pouvaient remettre cette somme aux bénéficiaires eux-mêmes qui vont construire des maisons durables, disent les jeunes garçons. De l'autre côté, les groupes de femmes affirment qu'ils coordonnent, car il y a une diversité de réponses (la Croix Rouge donne des kits de dignité, MSF les soins, INTERSOS du cash). En plus, selon les hommes PDI, les ONG communiquent et coordonnent bien mais ils leur demandent de les aider avec des AGR.

Dans le milieu rural de *Diapangou*, certains groupes (hommes PDI, hommes âgés PDI, organisation communautaire hôte), ont affirmé que dans leur zone il n'y a pas d'organismes humanitaires qui sont plutôt concentrés dans certaines zones en défaveur des autres ou avec les mêmes cibles (hommes exclus), et ils peuvent être mieux organisés, tandis que le reste des hommes a dit qu'il y a une bonne coordination. De l'autre côté, tous les groupes de femmes (hôtes et PDI) ont dit ne pas connaître les organismes humanitaires (sauf l'ONG Intersos) ce qui suggère qu'elles ne sont pas ciblées par les autres acteurs humanitaires, qui sont effectivement moins présents dans la Région de l'Est en raison du contexte sécuritaire qu'y s'est exacerbé récemment.

5.7 LIEN HUMANITAIRE – DEVELOPPEMENT – CONSOLIDATION DE LA PAIX

5.7.1. Sahel

De l'avis de la majorité des PDI au Sahel, il n'y a pas de juste équilibre entre l'aide d'urgence et les services destinés à la redevabilité et au développement. Ils estiment que l'accent est mis sur l'aide d'urgence au détriment de l'aide concernant la reconstruction et les moyens de subsistance. Ils demandent des solutions plus durables et pérennes, et affirment la nécessité de prendre en compte les besoins des communautés d'accueil et celle de travailler sur l'intégration locale pour ceux qui le souhaitent. Ils disent que l'accent est mis sur l'aide d'urgence au détriment de la durabilité et de l'autonomie et recommandent d'accentuer l'assistance au logement, les AGR, la sécurité et la paix pour permettre l'exécution des projets de développement et réorienter l'aide vers celui du développement et précisent que les aides devraient par exemple se focaliser sur des projets à long terme comme la construction des ouvrages hydrauliques et des formations pour les couches vulnérables.

On souligne que la majorité des groupes de PDI de *Dori* s'est directement prononcée pour un besoin de consolidation de la paix sans forcément parler de l'état de la cohabitation. Sinon, cela a été jugé par tous, à l'exception des hommes PDI, nécessaire pour éviter les mésententes. La plupart des PDI affirme qu'il n'y a pas de structures qui travaillent sur la question tandis que certains ne se sont pas prononcés sur le sujet (jeunes filles et les hommes PDI). Les femmes âgées PDI affirment par contre, que les acteurs intervenant dans la zone le font à travers des sensibilisations en passant par un processus le plus participatif possible.

Tous les groupes de la population hôtes, dans le milieu urbain et rural, affirment qu'il y a un besoin de consolidation de la paix en raison des exigences du vivre ensemble, de la diversité ethnique, des réticences de certains et pour prévenir les conflits. La sensibilisation serait le meilleur moyen suivi des dialogues et des discussions entre les parties concernées. Tous les groupes des PDI ont affirmé qu'il y a un besoin de consolidation de la paix ou de réconciliation dans la communauté **car les populations hôtes se plaignent de l'impact de la présence des PDI ou parce que cela est vital pour un développement**. Les hommes PDI affirment cependant qu'il y a plus besoin de réconciliation. Beaucoup affirment aussi que personne n'y travaille. Comme moyen le plus efficace pour aborder la question c'est la sensibilisation sur la cohésion sociale **et l'acceptation par les élus locaux avec l'appui du gouvernement pour la majorité**, engager le dialogue avec les combattants, mener des plaidoyers envers les leaders coutumiers et religieux, politiques et les leaders d'opinion, engager des dialogues entre les différentes couches sociales et faire des consultations auprès des groupes des différentes couches sociales.

A l'instar des PDI, les populations hôtes reconnaissent aussi le besoin de consolidation de la paix et de réconciliation à cause de la diversité ethnique, parce que les relations sont déjà bonnes pour une petite majorité et du fait des violences faites sur une certaine partie de la population et de la stigmatisation pour une grande partie également. Selon une majorité, les ONG interviennent ainsi que les conseillers, les autorités religieuses et coutumières et pour les hommes hôtes, c'est l'Etat qui intervient. Comme moyen le plus efficace, les groupes ont proposé la sensibilisation à travers les leaders communautaires, la concertation des leaders communautaires, religieux et politiques, l'union, l'acceptation et le pardon, un dialogue franc entre les acteurs (groupes armés étatiques et non étatiques) en collaboration avec les responsables de tous bords ainsi que la concertation et le dialogue inclusif avec toutes les couches sociales.

5.7.2. Centre- Nord

A *Kaya*, quand on a demandé s'il existe un juste équilibre entre l'aide d'urgence qu'ils reçoivent et l'aide ou les services destinés à la redevabilité et au développement à plus long terme **tous ont dit qu'il n'y en a pas**, sauf les femmes PDI et les jeunes filles et garçons qui ont dit qu'il y en a mais il n'y a pas de suivi et ce n'est pas suffisant. Ce qui devrait être fait différemment, c'est la création des AGR pour leur autonomisation selon tous les groupes des femmes consultés, alors que les hommes âgés PDI ont dit que le Gouvernement devrait aussi se pencher sur l'élevage, les terres cultivables, les matériels agricoles et la construction des barrages.

Sur la question du **besoin de consolidation de la paix ou de réconciliation dans leurs communautés, tout le monde a dit qu'il y a un grand besoin**. Seul les jeunes garçons ont dit que ça va bien pour le moment et les jeunes filles PDI ont dit qu'elles sont souvent indexées par les adolescents de la communauté hôtes qui les appellent des «*fuyards*». De l'autre côté, la perception des enfants est que leurs parents se comprennent et s'entendent avec les communautés hôtes. Ils ont des amis au sein de la communauté hôte avec lesquels ils jouent souvent. Les garçons jouent avec les garçons et les filles avec les filles. Parmi les acteurs qui travaillent à soutenir la paix, parmi les personnes consultées, la majorité a mentionné les travailleurs étatiques, l'Action Sociale, les acteurs humanitaires et la population hôte qui appuient dans la gestion des conflits mineurs. Pour ce qui concerne le moyen le plus efficace pour aborder

la consolidation de la paix, les groupes de femmes et des personnes âgées ont évoqué la sensibilisation communautaire, le dialogue pour tenir compte des divergences communautaires et la prise en compte de populations hôtes dans la réponse humanitaire par les ONG et le Gouvernement.

Aucun groupe de PDI à *Kongoussi* ne juge qu'il existe un équilibre entre l'aide d'urgence et l'aide ou les services destinés à la redevabilité et au développement à plus long terme parce que déjà tous les besoins d'urgence ne sont pas couverts ou parce que tous les acteurs focalisent sur l'urgence et donc sur les soulagements immédiats. Pour y remédier, il faudrait des AGR, des activités de sensibilisations sur la réconciliation, des vêtements, accroître les aides en cash avec des objectifs et un suivi particulier, encadrer les PDI dans chaque domaine d'activités, s'occuper de la santé, fortifier et diversifier la ration alimentaire et des terres cultivables pour faciliter l'installation durable. En dehors des hommes PDI qui estiment qu'il n'y a pas de besoin de consolidation et de réconciliation, tous les autres groupes de PDI affirment le contraire. Seules les femmes PDI ont répondu en affirmant qu'il n'y avait pas d'intervenant sur la question. Les femmes âgées PDI trouvent que la meilleure manière d'y travailler c'est la création d'une association qui va œuvrer pour la paix et le dialogue social tandis que d'autres recommandations telles que la communication entre les autorités religieuses et la sensibilisation sur la cohabitation pacifique ont été faites. Idem du côté des populations hôtes surtout que pour les femmes hôtes, les vulnérabilités en leur sein ne sont prises en charge ni par l'aide d'urgence ni par l'aide au développement qu'elles ne reçoivent d'ailleurs plus à cause des PDI. La plupart des groupes de populations hôtes estime que ce n'est pas nécessaire de travailler sur la consolidation de la paix et la réconciliation car il y a l'entente et que des cadres de concertations existent déjà.

Dans le milieu rural, à *Tougouri*, quand on a demandé s'il existe un juste équilibre entre l'aide d'urgence qu'ils reçoivent et l'aide ou les services destinés à la redevabilité et au développement à plus long terme, la majorité des personnes consultées, a dit **qu'il n'y en a pas. Tous les groupes de femmes hôtes ont dit qu'elles ne reçoivent pas d'aide humanitaire pour le moment** et que les aides se limitent juste à l'alimentation, et cela « *ne nous permet pas de nous ouvrir à notre développement car c'est seulement pour le court terme* », ajoutent les personnes âgées. Ce qui devrait être fait différemment c'est prendre en compte les populations hôtes dans l'aide, appuyer les PDI et les communautés avec des AGR et formations, et **que les aides puissent leur permettre de vivre dans le présent et de s'ouvrir au futur.**

Sur la question du besoin de consolidation de la paix ou de réconciliation dans leur communauté, tous ont dit qu'il y a un grand besoin. Les personnes consultées ont dit que tout le monde travaille pour la consolidation de la paix mais surtout les chefs coutumiers, les FDS, l'Action Sociale et la Mairie, les CVD et la gendarmerie. Pour ce qui concerne le moyen le plus efficace pour aborder la consolidation de la paix, ils ont mentionné l'implication de tout le monde sans distinction de religion, de sexe, d'ethnie, la sensibilisation à la tolérance et au pardon, et permettre à chacun de bien jouer son rôle dans la communauté. Par rapport à la consolidation de la paix, les enfants ont dit que des bagarres régulières pour l'accès à l'eau sont enregistrées et que « *certain membres de la population hôte disent aux PDI d'origine Peuhle qu'ils sont responsables de ce qui leur arrive* ». La stigmatisation du groupe Peuhl revient donc chez les enfants. De plus, ils ont affirmé que « *les populations hôtes nous compliquent l'accès aux ressources alimentaires dans les plantations et nous sommes souvent insultés et discriminés* ».

Les populations PDI de *Barsalogho* estiment en majorité que l'on doit prioriser l'urgence pour le moment d'autant plus que l'aide est insuffisante et qu'elle sera nécessaire tout le temps de l'urgence. **Selon elles, les questions de développement ne pourraient être abordées et les projets être menés correctement que si la situation se stabilise et que les PDI retournent chez eux.** Les hommes PDI estiment que l'on ne peut d'ailleurs pas penser au développement à l'étranger, pendant qu'ils n'ont pas d'espaces à Barsalogho ni pour les cultures ni pour l'élevage. A défaut, l'Etat devrait prendre toutes les mesures nécessaires afin de faciliter leur retour dans leurs localités d'origine. Les jeunes garçons ne se sont pas clairement prononcés évoquant juste leur manque d'activités et leur peur du fait de l'insécurité. Idem aussi pour les populations hôtes.

Presque toutes les PDI ont été unanimes à reconnaître un besoin de consolidation de la paix et de la réconciliation au sein de la communauté en raison des tensions toujours en cours, des blessures toujours visibles à travers les réactions et les agissements des uns et des autres et du fait que tout le monde se méfie de tout le monde. Les jeunes garçons ont même avoué avoir peur de parler entre eux et disent que peut-être après la crise, cela ira. Les hommes PDI ont évoqué clairement une relation à rétablir avec les peuhls avec lesquels ils vivaient bien dans le passé.

Une diversité de moyens pour travailler sur la paix a été abordée : dialogue, réconciliation sincère dans le pardon, le recrutement massif des volontaires pour appuyer les FDS, rallier les sages des différents groupes ethniques au processus, faire en sorte que les peuhls déposent les armes et les empêcher d'en avoir de nouveau. A part les jeunes adolescents qui ne se sont pas prononcés, l'on note un même son de cloche du côté des populations hôtes. Une partie dit ne pas savoir s'il y a un intervenant dans le domaine. Pour les femmes hôtes, des structures y travaillent plus ou moins mais ce n'est pas suffisant. Les hommes hôtes âgés pensent que si quelqu'un devait y travailler aussi, ce serait l'Etat.

A *Bourzanga*, toutes les PDI sont unanimes à dire qu'il n'existe pas un juste équilibre entre l'aide d'urgence et l'aide à plus long terme parce que l'essentiel de l'aide se limite aux besoins urgents comme l'alimentation ou les kits d'urgence. Une grande majorité recommande d'ajouter des dons en espèces, d'initier des projets d'auto-prise en charge ou AGR telles que l'élevage, le petit commerce, le maraîchage, la fabrication de savons, et d'autres, de les aider à avoir des logements stables et créer des centres de formation pour les femmes.

Idem pour les populations hôtes même si une grande majorité juge cette aide d'urgence nécessaire pour leur permettre de survivre. Tous recommandent d'ajouter les dons en espèces pour les AGR (commerce, jardinage, élevage).

Toutes les PDI à *Bourzanga* sont d'accord pour dire qu'il y a un besoin de consolidation de la paix car c'est important pour la vie d'une communauté tandis que les hommes PDI ainsi que le comité de protection ajoute à la consolidation de la paix, le besoin de réconciliation.

Une majorité estime que les CVD et les conseillers travaillent à cela mais recommandent qu'ils soient appuyés par les conseils des sages en y associant les femmes selon les femmes PDI. Les hommes âgés PDI estiment que les vieux et chefs de village y travaillent tandis que le comité de protection dit y travailler aussi mais a besoin de soutien, des conseils des sages, de la chefferie traditionnelle et des services de l'état (Justice). Idem aussi pour la population hôte. Si les femmes âgées hôtes estiment que des structures y travaillent déjà et n'ont pas besoin d'être renforcées, tous les autres groupes jugent que les chefs de villages et CVD y travaillent déjà mais doivent être appuyés par des conseils de sages ou toutes les couches sociales.

5.7.3. Nord

Sur la question du juste équilibre entre l'aide d'urgence qu'ils reçoivent et l'aide ou les services destinés à la redevabilité et au développement à plus long terme, à Ouahigouya, **la majorité des groupes consultés a dit qu'il n'y en a pas**, « *car nous qui vivons dans les quartiers et pas dans les sites d'accueil nous sommes laissés sans assistance* », affirment les hommes PDI âgés et les hommes PDI. Les rations alimentaires octroyées ne suffisent pas et diminuent progressivement et il y a des PDI non enregistrés qui ne bénéficient pas du tout des rations alimentaires, affirment les femmes âgées PDI, les jeunes filles et les femmes hôtes, qui souhaitent que les rations-alimentaires soient revues à la hausse et que les bénéficiaires soient bien identifiés pour qu'aucune personne ne soit lésée dans le partage. Les hommes hôtes ont dit que les actions humanitaires sont plus visibles que les services destinés à la redevabilité. Seuls les hommes âgés hôtes et les femmes âgées hôtes et les CVD ont dit qu'il y a équilibre mais des orientations doivent être faites, vers la consolidation de la paix à long terme. Pour améliorer l'équilibre, les jeunes garçons ont dit qu'il faudrait penser à des projets à long terme, cinq ans par exemple et impliquer sérieusement les autorités politiques dans la satisfaction des besoins sociaux (hommes hôtes).

A Youba, aussi **la majorité dit qu'il n'y a pas d'équilibre**. Il y a une disparité mais il faut reconnaître que les efforts sont faits, affirment les hommes âgés PDI, et les ratio-alimentaires doivent être revus à la hausse selon les jeunes filles, les jeunes garçons et les hommes PDI. Ce qui devrait être fait c'est ajouter aux projets d'urgence, les projets de développement (CVD), revoir le volet assistance alimentaire (hommes hôtes), tenir compte des besoins de chaque communauté pour pouvoir apporter l'aide qu'il faut - Certains ont besoin d'habitat, d'autres de nourriture tandis que les femmes ont besoin de mener des AGR – (femmes âgées PDI).

Par rapport au **besoin de consolidation de la paix**, dans les deux milieu urbain et rural, la majorité des groupes a dit qu'il y a un grand besoin « *car il y a un climat de méfiance et des germes de tensions qui règnent et souvent des problèmes d'incompréhension* » (mentionné seulement par les groupes des hommes). Seules les femmes PDI et les femmes âgées PDI affirment qu'il n'y a pas de problème car elles se soutiennent mutuellement. Parmi les acteurs qui travaillent à la consolidation de la paix, les ONG, les conseillers et les autorités communautaires, les CVD et les autres autorités locales, les responsables religieux et l'Etat ont été mentionnés, alors que les jeunes garçons et filles, les femmes âgées hôtes, et les hommes PDI dans le milieu rural ont dit que personne ne travaille dans ce sens.

Ce qui devrait être fait c'est que les autorités locales et coutumières doivent promouvoir le dialogue et l'esprit d'entraide et des sensibilisations dans ce domaine, dit la majorité. Le moyen le plus efficace d'aborder la consolidation de la paix, selon les groupes consultés sont aussi l'implication véritable des autorités et des autres acteurs (hommes PDI âgés, hommes PDI), l'Etat et des leaders des villages qui doivent travailler ensemble pour consolider la paix (femmes âgées hôtes), qu'on nous aide à vivre en harmonie (jeunes garçons), que le Gouvernement et les ONG humanitaires nous aident beaucoup dans ce sens à travers des sensibilisations à la paix (jeunes filles). Pour ce qui concerne la consolidation de la paix, les enfants ont dit que dans leur communauté les gens et les parents s'entendent bien, qu'ils s'amuse beaucoup et qu'ils ont beaucoup d'amis, et qu'il n'y a pas de bagarres entre eux.

5.7.4. Est

Dans la Région de l'Est aussi, A Fada N'Gourma **tous les groupes consultés ont dit qu'il n'existe pas un équilibre** entre l'aide d'urgence qu'ils reçoivent et l'aide ou les services destinés à la redevabilité et au développement à plus long terme, car l'aide au développement est carrément inférieure à celle d'urgence. La première touche tout le monde à long terme et permet de se prendre en charge tandis que celle d'urgence est à court terme, est sélective et vise la survie. De plus, toutes les ONG se sont focalisées sur l'aide d'urgence oubliant celle du développement qui permettrait aux PDI de retourner chez eux. L'aide d'urgence est beaucoup plus importante que le développement. Dans le milieu rural à Diapangou, la majorité ne peut pas répondre car elle ne reçoit pas d'aide afin de pouvoir faire cette différence. Le reste du groupe affirme aussi que l'aide d'urgence n'est pas proportionnelle à celle du développement parce que l'aide au développement permet à la population de réussir leurs activités.

Ce qui devrait être fait dans les deux milieux, c'est mettre l'accent sur le développement à long terme en appuyant les AGR afin de permettre une autonomisation des populations et des financements, comme l'octroi des prêts pour ceux qui menaient des activités commerciales auparavant afin de relancer leurs activités (ajoutent les hommes PDI). Il faudrait aussi que l'aide soit pour le tout le monde et en fonction des besoins spécifiques des PDI (femmes PDI et jeunes filles).

Par rapport au **besoin de consolidation de la paix**, dans les deux milieux urbain et rural, la majorité des groupes a dit qu'il y a un grand besoin en raison du climat de méfiance et des germes de tensions qui règnent souvent. Dans le milieu urbain, seuls les groupes de femmes ont dit qu'il n'y a pas de problèmes, car elles se soutiennent mutuellement, tandis que dans le milieu rural, seuls les hommes ont dit que pour le moment il n'y a pas de problèmes, mais à la longue le besoin y sera car le risque est élevé.

Parmi les acteurs qui travaillent à la consolidation de la paix, les ONG, les conseillers et les autorités communautaires, les CVD et les autres autorités locales, les responsables religieux et l'Etat ont été mentionnés, alors que les jeunes garçons et filles, les femmes âgées hôtes, et les hommes PDI dans le milieu rural ont dit que personne ne travaille dans ce sens. On remarque que seulement dans le milieu rural, les VDP ont été mentionnés par les hommes PDI, comme acteurs clés qui travaillent pour la paix, ce qui suggère que dans le milieu rural on s'appuie sur les VDP pour établir un ordre dans les communautés mêmes. Selon les enfants, la paix existe déjà.

Le meilleur moyen pour atteindre la paix demeure la lutte contre l'injustice, la stigmatisation des communautés, la discrimination, l'exclusion, la restauration de l'Etat de droit à travers la promotion de la vérité et la justice, la négociation de l'Etat avec les HANI, la sensibilisations des communautés sur le pardon, la tolérance et des échanges inclusifs où toutes les communautés pourront opiner sur la question de sécurité afin de trouver des perspectives pour un retour définitif des PDI dans leurs villages d'appartenance.

On remarque que la mention du renforcement des capacités des VDP et le sujet de discrimination et stigmatisation revient dans la Région de l'Est où en fait, les populations ont recouru aux VDP pour se protéger et où les conflits intercommunautaires, surtout contre les Peuhls sont récurrents, ce qui a emmené à la création de groupes d'autodéfense comme Les Rougas (qui ont été aussi mentionnés à Barsalogo dans la Région du Centre-Nord).

5.8 COVID-19

5.8.1. Sahel

Au niveau des PDI de *Dori*, le respect des mesures barrières constitue la première préoccupation pour une petite majorité car ils estiment que dans leur contexte de déplacement, il est difficile de les respecter. Au niveau des populations hôtes, la majorité s'inquiète du respect des mesures barrières à cause de la surpopulation. Les femmes hôtes s'inquiètent de ne plus pouvoir mener des activités économiques tandis que les hommes hôtes se préoccupent en plus de la fermeture des frontières, de la disponibilité des services de base et de l'accessibilité aux lieux de culte. La totalité des PDI estime recevoir l'information sur la manière de se protéger de façon appropriée, de manière verbale ou sous forme de débats, des discussions, des sensibilisations/démonstrations et des mesures de protection dans une langue locale pertinente pour eux. Idem aussi pour les populations hôtes.

Toutes les PDI à *Dori* s'entendent à dire qu'ils ont des besoins spécifiques en tant que PDI dans la mesure où le manque d'abris ne leur permet pas de respecter la distanciation sociale, qu'ils n'ont pas de matériel de protection et n'ont pas les moyens de s'en procurer.

Pour une majorité, les besoins n'ont pas été suffisamment pris en compte. Il faudrait plus d'abris et de latrines, et du matériel de protection et de l'eau. Tous les groupes de populations hôtes affirment aussi avoir des besoins différents en tant que communautés d'accueil parce qu'ils ont accueilli les PDI et ont partagé leurs ressources déjà maigres avec eux, ce qui les a vulnérabilisés. Une partie estime que leurs besoins ne sont pas pris en compte et demande l'assistance en matériel de protection.

Les PDI à *Djibo* ont évoqué une variété de préoccupations telles que l'augmentation du prix des denrées alimentaires, le confinement, l'impossibilité de faire leurs petits commerces dans les lieux publics (écoles, lycées, marché), la fermeture des écoles, le manque de personnel soignant et ambulance, la peur de la contamination, un remède à la maladie et les mesures de protection pour un plus grand nombre de groupes et le manque de route pour les évacuations. Pour les populations hôtes, les besoins exprimés sont, du matériel de protection, pas de possibilités de fréquenter les lieux de culte ou de visites familiales ou amicales, de circuler librement à l'intérieur ou extérieur du pays, pas d'activités commerciales pour une majorité, l'ignorance de la majorité quant au danger que cette pandémie représente et la flambée des prix des produits de premières nécessités.

Toutes les PDI affirment avoir reçu des informations sur les mesures de protection. L'information a aussi été transmise selon eux de manière appropriée (langue locale peuhle ou mooré), à travers des sensibilisations, des affiches, la radio, les animations des jeunes, les réseaux sociaux. Idem au niveau de la population hôte.

Certains PDI estiment avoir des besoins spécifiques car n'ayant pas les moyens pour payer le matériel de protection, problème d'eau et de stockage, manquer de postes récepteurs pour les enfants ou avoir de la difficulté à respecter l'ensemble des règles barrières au vu de leur statut de PDI et de leurs conditions actuelles de logement. Une petite partie estime que les besoins ne sont pas pris en compte ou partiellement. La majorité des populations hôtes estime avoir des besoins différents tandis que les avis sont partagés quant à la prise en compte des besoins. Du matériel de prévention, des séances de sensibilisation ainsi que l'évaluation des besoins réels de chaque groupe de population ont été demandés.

A *Arbinda*, dans un contexte plus précaire, les deux communautés soulignent que les principales préoccupations sont le manque des outils de détection, de prise en charge des malades et surtout le manque de personnel médical et d'ambulance. De la même manière, le reste des PDI et hôtes dans le milieu urbain, affirme qu'il reçoit l'information sur la manière de se protéger de façon appropriée, de manière verbale ou sous forme de débats, des discussions, des sensibilisations/démonstrations et des mesures de protection dans une langue locale pertinente pour eux. Pour ce qui concerne les besoins spécifiques, tous disent que vu la nature de la maladie, il faut plus de personnels soignants et un moyen d'évacuation approprié pour les malades.

5.8.2. Centre- Nord

Dans la Région du Centre-Nord, à *Kaya*, les principales préoccupations concernant la COVID-19 sont pour la majorité le ralentissement et l'arrêt de l'aide humanitaire, ainsi que la difficulté du respect des mesures barrières et de la distanciation sociale car on vit dans la promiscuité (les femmes), le manque de savon et d'eau pour laver les mains, et la fermeture des frontières qui limite leurs activités. Les enfants ont affirmé que quand le coronavirus est apparu, ils ont arrêté de jouer avec leurs amis et ça a été difficile pour eux. Dans le même temps, ils ont aussi peur de la maladie. Tout le monde a dit qu'il reçoit des informations sur la manière de se protéger contre la maladie et que l'information est appropriée car elle est transmise sur différents formats (débat, télé, radio) et en plusieurs langues locales - moré, fulfulde, et français.

Les jeunes filles, les femmes âgées PDI et les jeunes garçons n'ont pas le sentiment d'avoir des besoins spécifiques tandis que les femmes hôtes âgées, les hommes âgés PDI et hôtes, les hommes PDI et hôtes ont besoin des dotations pour les mesures anti- COVID-19.

La plupart des groupes de PDI à *Kongoussi* disent être préoccupés par la fermeture des lieux publics, la quarantaine des villes et l'impact sur l'aide et les AGR. Du côté des populations hôtes, c'est le blocage des activités commerciales, les soins au regard de la situation, la fermeture des marchés et écoles et les conditions et matériel de prévention qui préoccupent.

Toutes les PDI disent avoir bénéficié des séances de sensibilisation (causerie-débat, cinés-débats) sur les mesures barrières, des formations avec l'ONG ICAHD, à travers la télévision, le bouche à oreille et la radio. Il en est de même pour la population hôte. Toutes les PDI sont d'accords sur les besoins spécifiques qu'ils ont du fait de la difficulté de respecter les mesures barrières dans les sites et parce qu'ils sont démunis.

Ces besoins n'ayant pas été pris en compte, ils recommandent plus d'espaces et de tentes et la dotation en matériel de protection. Les populations hôtes disent aussi avoir été impactées par la situation sécuritaire. Par ailleurs leurs conditions de logement ne permettent pas le respect de la distanciation sociale. Il faudrait un appui en matériel de prévention et des appuis en AGR pour leur permettre de pouvoir faire face.

A *Tougouri*, les principales préoccupations concernant la COVID-19 sont d'éviter la propagation de la maladie en intensifiant les sensibilisations et les mesures de prévention ainsi que la question de la pénurie en matériel de protection (masques) et de prévention et éviter que la maladie n'arrive dans leur zone.

Tout le monde a dit qu'il reçoit des informations sur la manière dont ils peuvent se protéger contre la maladie et que l'information est appropriée car elle est transmise sur différents formats -débat, télé, radio et en plusieurs langues locales - moré, fulfulde, et français -, ainsi qu'à travers les églises et les mosquées, les sensibilisations et les réseaux sociaux, les affiches à la mairie, le bouche à oreille et les agents de santé communautaire (les hommes).

Les hommes âgés PDI ont affirmé avoir des besoins en matière de santé et les jeunes garçons des logements (car il y a la surpopulation dans leurs maisons). Ils disent que ces besoins ont été pris en compte très faiblement car la majorité ne possède pas de logement pour s'abriter. Ce qui devrait être fait pour eux c'est de trouver et aménager des sites pour l'ensemble des déplacés et pour les hommes âgés PDI et que les consultations et les médicaments soient gratuits pour tous les PDI (hommes âgés PDI).

Les enfants ont dit qu'à cause du coronavirus ils n'ont pas pu étudier, qu'on leur a fait don de savons, des seaux, des cache-nez et des dispositifs de lavage de mains et qu'ils ont été sensibilisés aux gestes barrières. Ils ont aussi affirmé que leur survie a été compliquée à cause du coronavirus.

Dans leur très grande majorité, les PDI à *Barsalogo* ont le sentiment chacun d'avoir des besoins différents par rapport à la COVID-19 parce qu'ils ont tout perdu dans le déplacement, du fait des conditions de logement qui favorisent la promiscuité et par le fait que venant des villages, ils n'ont pas les mêmes comportements que les citoyens. Une grande partie des communautés hôtes aussi estime que contrairement à ce que l'on croit, elles ont des besoins spécifiques parce que l'accueil des PDI a impacté négativement sur leur environnement, les rendant plus vulnérables. Les PDI estiment avoir des besoins en eau, en assainissement (toilettes-douches), et en matériel de prévention de la COVID-19. Certains estiment que les besoins ont été pris en compte mais pas suffisamment tandis que les hommes âgés PDI estiment que non puisqu'ils veulent simplement retourner chez eux et demandent de quoi se protéger. Les femmes âgées PDI s'estiment particulièrement lésées. Les populations hôtes ne se sont pas prononcées sur la prise en compte ou pas de leurs besoins puisqu'elles disent ne rien recevoir.

Les PDI de *Bourzanga* ont exprimé diverses préoccupations, fermeture des écoles, des marchés, des lieux de cultes, la restriction des mouvements, fermeture des frontières, matériel de protection, ralentissement du ravitaillement des organismes humanitaires et l'ébranlement de la vie communautaire. L'absence de matériel de protection en vue d'éviter la contamination apparaît comme la première préoccupation pour la majorité des groupes hôtes. Viennent ensuite la fermeture des marchés et des lieux de culte (tous les groupes des femmes hôtes), des écoles, le fait que leurs enfants ne travaillent plus ou qu'elles ne peuvent plus se réunir pour causer (femmes hôtes âgées).

Tous les PDI s'entendent à dire qu'ils reçoivent des informations sur la manière de se protéger verbalement dans les langues locales grâce aux agents de santé, les radios, la télévision, le porte à porte et les sensibilisations. Idem pour les populations hôtes qui demandent toutefois à ce que le matériel de protection soit distribué à tous.

Au sein des PDI, les avis sont partagés par rapport à la spécificité des besoins et leur prise en compte. Toutefois, la frange âgée de la population insiste sur sa vulnérabilité et demande à avoir du matériel de protection pour se prémunir. Des besoins en forages, installation des laves mains dans les sites, en logements décentes ont été évoqués par les plus âgés, des aides financières, des latrines et de l'eau. On remarque qu'une partie des personnes âgées, estime faire partie de la couche fragile de la population et demandent à avoir du matériel de protection pour se prémunir.

5.8.3. Nord

Dans la Région du Nord, les principales préoccupations concernant la COVID-19 sont : contracter la maladie, l'insuffisance de moyens de protection, maximiser les sensibilisations, le fait que les déplacements soient limités par la fermeture de frontières, la distanciation sociale car c'est difficile entre eux et les hôpitaux qui ne sont pas suffisamment outillés pour faire face à la maladie.

Tout le monde a dit qu'il reçoit des informations sur la manière dont ils peuvent se protéger contre la maladie et que l'information est appropriée car elle est transmise sur différents formats (débat, télé, radio) et en plusieurs langues locales - moré, fulfulde, et français et sur des sujets comme la distanciation, le lavage des mains et porter des cache-nez. Les femmes PDI et les femmes âgées PDI mentionnent qu'elles ont reçu des Kits COVID-19 aussi. A *Youba*, dans le milieu rural, contrairement au milieu urbain, tout le monde n'a pas eu l'information et les dispositifs de lave-mains ont été insuffisamment distribués.

La majorité des groupes a estimé qu'ils ont le sentiment d'avoir des besoins spécifiques tels que recevoir régulièrement les kits COVID-19 pour mieux se protéger (les groupes de femmes). Les différentes sensibilisations sont faites par des Agents de santé communautaire de la communauté sur la COVID-19,

mais il manque du matériel de lave-mains et ils ont de grands besoins car l'aide apportée reste insuffisante parce que des gens arrivent toujours (les femmes âgées hôtes).

Par rapport à la COVID-19, les enfants savent qu'il est une maladie contagieuse et mortelle et qu'il faut se laver constamment les mains avec du savon et se protéger le nez avec un cache-nez et surtout éviter de se saluer.

5.8.4. Est

Les principales préoccupations concernant la COVID-19 sont l'éradication de la maladie, le manque de matériel de protection, l'ouverture de toutes les frontières pour faciliter les voyages des uns et des autres afin que les ONG humanitaires puissent apporter de l'aide.

L'information reçue, comme dans les autres régions, a été jugée appropriée et à travers plusieurs formats. Dans la Région de l'Est l'information est véhiculée par l'hôpital ou par les agents de Médecin Sans Frontières qui font des séances de sensibilisations à l'endroit des populations. Des informations sont aussi reçues à l'école à travers les maîtres, les parents, ainsi que dans la rue. On souligne que dans le milieu rural, les informations sont insuffisantes et pas pratiques avec une démonstration visuelle ce qui fait que certains ne croient même pas à l'existence de la maladie dans le Pays.

Les hommes âgés PDI et les hommes hôtes ont le sentiment d'avoir plus de besoins de santé et affirment que la réponse actuelle ne les prend pas en compte.

Les enfants ont dit avoir besoin de savon, de dispositif de lave mains, de bavettes et de tout autre matériel pouvant les protéger contre la COVID-19 et que l'information qu'ils reçoivent n'est pas appropriée.

5.9 AUTRES SUJETS

5.9.1. Sahel

Les femmes PDI de Dori ont évoqué les questions de santé tandis qu'une partie des femmes PDI de *Djibo* et *Arbinda*, ont reparlé des biens perdus, de refaire leur route d'accès. La question des arrestations arbitraires et exécutions sommaire a été évoquée par les hommes hôtes de Djibo.

5.9.2. Centre-Nord

Quand on a demandé aux personnes consultées s'il y avait d'autres sujets à évoquer, elles ont mentionné le besoin des AGR pour les personnes âgées, que certains ménages se retrouvent très vulnérables sans aucune assistance, les besoins de *fora* pour se pencher sur les causes des attaques terroristes pour mieux les éviter et que le Gouvernement résolve le problème d'insécurité par le dialogue pour que les PDI puissent retourner chez eux.

Les personnes consultées, mentionnent qu'il faudrait trouver plus de solutions pour aider les communautés hôtes à travers des formations, ainsi que le besoin de scolarisation des enfants et le problème de logements (insuffisance et précarité des abris). Les enfants ont ajouté qu'ils ne font pas partie des comités de protection et des comités communautaires, qu'ils sont nombreux dans leurs abris et qu'ils aiment le site où ils sont installés parce qu'ils se trouvent en sécurité. La majorité a dit qu'elle mange deux fois par jour. Seul un enfant a dit qu'il mange seulement une fois et un autre enfant qu'il mange trois fois. Les PDI de *Kongoussi* ont soulevé la question des orphelins, veuves-veufs des victimes des attaques terroristes, des victimes de traumatismes, les risques d'incendie sur les sites, la transparence dans l'aide et les promesses non tenues. Les hôtes de Kongoussi ont évoqué la nécessité de la prise en charge des PDI hors site et la vidange des latrines.

Dans le milieu rural, quand on a demandé aux personnes consultées s'il y avait d'autres sujets à discuter, elles ont remarqué, en plus de ce qui a déjà été mentionné dans le milieu urbain, qu'il faudrait tenir compte de la situation des orphelins, et des personnes vivant avec un handicap dans les aides, ainsi que les soins médicaux pour tous, des logements décentes et durables, la microfinance et un centre de formation pour les veuves. On remarque qu'à *Bourzanga*, les hommes âgés PDI ont évoqué la question des CNIB tandis qu'une partie des femmes âgées hôtes ont affirmé avoir des difficultés à obtenir des extraits d'actes de naissance pour les enfants.

5.9.3. Nord

Dans la Région du Nord, dans le milieu urbain, certaines personnes consultées ont ajouté qu'elles souhaitent être enregistrées pour recevoir l'aide humanitaire et d'autres ont dit qu'ils souhaitent que le système d'enregistrement des PDI soit accéléré, ce qui signifie que dans la ville de Ouahigouya le système d'enregistrement est lent, et comme mentionné avant, surtout pour les PDI qui ne vivent pas dans les zones d'accueil. Elles ont aussi mentionné le besoin que les autorités soient à l'écoute des populations qui souhaitent le retour de la paix pour regagner leurs champs et habitations.

Dans le milieu rural, ont été évoqué, le besoin de réhabiliter l'hôpital de *Youba*, ainsi que la disponibilité de l'eau afin d'atténuer les tensions qui se développent autour des points d'eau, ainsi que le besoin des terres cultivables.

5.9.4. Est

Dans la Région de l'Est, il ressort que les groupes des hommes ont mis l'accent sur la mal gouvernance qui a emmené le Pays dans la situation actuelle. La région de l'Est a été en fait délaissée par le pouvoir actuel. Ils dénoncent la mal gouvernance et accuse le gouvernement d'être à l'origine des problèmes d'insécurité. De l'autre côté dans le milieu rural, les personnes consultées ont plutôt mentionné le besoin d'un centre d'éducation pour les enfants et la

lenteur des réponses aux préoccupations de la population. « *On nous consulte toujours pour connaître nos besoins mais nous sommes toujours dans l'attente sans réponse. Allons-nous recevoir vraiment de l'aide ?* » ont demandé les hommes PDI.

6. CONCLUSIONS

De tout ce que les PDI et les communautés hôtes consultées ont partagé lors des focus groupes, il ressort qu'elles ont des besoins et des inquiétudes communs que l'on peut résumer de la manière suivante :

- I. Selon les personnes consultées, des mesures pour éviter les déplacements internes auraient dû être prises par le Gouvernement. Il s'agit notamment des mesures sécuritaires et du dialogue social.
- II. Selon les personnes consultées, il y a une faible participation des femmes, des personnes âgées et des personnes vivant avec handicap et un faible exercice de leur droit de participer à la prise de décision. La participation des enfants est quasi-nulle dans les instances de consultation et de prise de décision et les mécanismes de participation pour les enfants n'existent pas. Par ailleurs, les besoins des personnes vivant avec un handicap et la revendication de leurs droits sont ressortis seulement dans les localités où il y a des organisations qui les représentent. Dans les autres localités, elles n'ont pas de visibilité.
- III. Les personnes consultées ont affirmé que la participation est discriminatoire selon la position de PDI ou de communauté hôte, selon le sexe et selon l'âge (adultes versus enfants-jeunes). Il y a plus de participation des communautés hôtes sur les PDI, des hommes sur les femmes, et des adultes sur les enfants et jeunes.
- IV. Les personnes consultées ont déclaré que l'absence de sécurité (y compris la présence des FDS et de l'armée) leur donne le sentiment de n'être pas protégées.
- V. Selon les personnes consultées, leur liberté de circulation est limitée en raison de la détérioration du contexte sécuritaire.
- VI. Selon les personnes consultées, il y a une faible mise en œuvre des mécanismes de redevabilité (participation, inclusion, gestion de plaintes et suivi).
- VII. Les personnes consultées ont parlé d'un fort taux de déscolarisation des enfants PDI.
- VIII. De ce que les personnes ont dit, on note un taux élevé d'intentions de retour sous réserve de conditions favorables de sécurité et dans une moindre mesure d'un accompagnement.
- IX. Les hommes, les jeunes garçons, les leaders communautaires, religieux, politiques et coutumières et les agents publics sont les populations qui se sentent moins en sécurité surtout dans l'Est et le Sahel, selon ce que les personnes consultées ont dit.
- X. Les femmes ont affirmé vivre dans la peur constante d'être victimes de SGBV et les jeunes filles ont affirmé avoir peur des mariages précoces.
- XI. Les personnes consultées ont affirmé qu'il y a absence d'activités de développement, à long terme (AGR, formations professionnelles).
- XII. Les personnes consultées ont déclaré qu'il y a une faiblesse des activités de coexistence pacifique entre les PDI et les populations hôtes et ils demandent énormément d'activités de consolidation de la paix et de la réconciliation surtout dans la région de l'Est.
- XIII. Selon les personnes consultées, les tensions actuelles liées à la possession des terres à long terme pourraient conduire à des conflits plus aigus et exacerbés, surtout dans la région de l'Est.
- XIV. Dans toutes les régions, de ce que les personnes consultées ont dit, il ressort qu'il y a une stigmatisation de Peuhls et des conflits intercommunautaires.
- XV. Les personnes consultées ont dit avoir une bonne connaissance de la COVID-19 et des mesures barrières mais elles remarquent l'impossibilité de les appliquer à cause des conditions de vie (promiscuité, manque d'eau, matériel de protection), manque et demande de matériel de protection anti COVID-19.
- XVI. On note l'absence d'activités d'informations des PDI et des populations hôtes sur leurs droits et sur la protection et l'assistance des PDI.
- XVII. Selon les personnes consultées, il y a un besoin d'enregistrement continu des PDI pour l'assistance (y compris les besoins en documentation : CNIB, acte de naissance) et la recherche de solutions durables.

-
- XVIII. Il y a une grande demande d'inclusion des populations hôtes dans l'assistance tant de la part des PDI que des populations hôtes pour favoriser la cohésion sociale.
- XIX. Les personnes consultées ont un grand besoin de solutions par rapport aux questions de disponibilité des ressources en eaux, des questions d'hygiène et assainissement et des questions foncières.
- XX. Les personnes consultées ont parlé de la présence de groupes d'autodéfense de populations Peuhl en réponse aux actions des Koglweogo dans le Centre-Nord et l'Est.
- XXI. Selon les personnes consultées la réponse humanitaire actuelle est insuffisante en termes de vivres, logements, AME, interventions en espèce et AGR.

7. ANNEXES

- Formulaires utilisés
- Plan de Travail
- Photos
- Fiches d'information consolidées par localité